

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAMEDI 25 FÉVRIER 1978 - N° 641

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

Le 26 février Meetings de l'UOPDP à

Paris :

De 14 heures à 18 heures, Salle A de la Mutualité.
- Présidé par André DRUESNE, ouvrier, candidat dans le 19^e.

Joël PERRET, ouvrier, candidat à Villejuif (où se présente Marchais).

- Intervention centrale du Comité d'Initiative national présentée par :

Patrick PICHOT et Jean-Louis RABOUTET

o Avec des interventions et témoignages d'un postier de Créteil, d'un travailleur immigré, de vieux travailleurs, de jeunes ainsi que sur les luttes des femmes et pour le cadre de vie.

Rennes

De 14 heures à 18 heures, Pavillon des Lices.
- Intervention centrale du Comité d'initiative national par Alain CASTAN

- Interventions sur Citroën, la situation de la paysannerie et les luttes dans la région (Laving- Glaces à Nantes).

Lille

17 heures, salle du Conservatoire, place du Concert.

- Intervention centrale de Charles VILLAC (membre du Comité d'initiative national)

A deux semaines des élections

CONTRE LES HORAIRES EPUISANTS

- A Strasbourg les ouvriers de Général Motors occupent
- Grève à Kodak (Vincennes)



Les travailleurs de Général Motors ont déjà mené de longues grèves contre les cadences et pour les salaires en 1976 et 1977.

Laval : les paysans font le procès de l'intégration



TÉMOIGNAGES ET INTERVIEWS EN PAGE 4

Depuis des mois, les travailleurs de la Général Motors à Strasbourg se battent sur la question des horaires. 76,77 ont été marquées par des grèves pour exiger le temps de vivre. Cette année encore, les ouvriers de la Général Motors - Strasbourg occupent la centrale thermique de l'usine.

Ce qu'ils veulent ? Que le travail se fasse entre 6 h et 22 h, pas plus. Ils refusent que le patron ait pu obtenir une dérogation pour faire travailler les jeunes jusqu'à 23 heures. Ils demandent une demi-heure payée comme temps de travail pour manger.

A Vincennes, chez Kodak, c'est depuis le mois d'octobre que les 250 travailleurs qui font les 4x8, arrêtent le travail 2 heures avant la fin du poste, le samedi.

Jeudi, ils manifestaient devant le siège à Paris, l'occupaient et décidaient d'y passer la nuit.

A quinze jours des élections, à Vincennes, à Strasbourg, les travailleurs exigent, sans attendre, que leurs revendications soient satisfaites.

(Lire P.5)

Procès de K. Croissant

Le tribunal veut choisir les avocats

Les libertés démocratiques ne seront bientôt plus qu'un vieux souvenir en Allemagne fédérale. Une preuve supplémentaire en est donnée par le tribunal allemand par le rejet de ses avocats français.

Les motifs invoqués pour refuser les avocats sont totalement fantaisistes et contradictoires. En clair, la bourgeoisie social-démocrate allemande prétend choisir les avocats des accusés. Par ailleurs la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation a refusé hier de désavouer l'arrêt d'extradition de la Chambre d'Accusation.

(Lire en P.3)

URSS : le syndicaliste Klebanov interné

Le 26 janvier, Vladimir Klebanov annonçait la création du «Syndicat pour la Défense du droit des travailleurs» à Moscou. Dix jours plus tard, il était à nouveau interné dans l'hôpital psychiatrique dans lequel il avait déjà passé quatre ans. D'autres fondateurs du syndicat seraient également dans la même situation.

La nouvelle bourgeoisie soviétique refuse tout autre langage que celui de la répression la plus barbare. Les opposants n'existent pas, tente-t-elle de faire croire, il n'y a que des «fous délirants».

USA : les mineurs réquisitionnés ?

Après quatre vingts jours de grève des mineurs américains, la combativité semble toujours aussi grande. Les «rois de la mine» commencent à trouver le temps long et les pertes importantes : Carter a obtenu l'accord des principaux responsables du Congrès américain pour réquisitionner les mineurs et les faire travailler avec les fusils de la Garde Nationale dans le dos. Ceux-ci ne sont pas décidés à se laisser faire. Ils ont refusé par ailleurs l'accord qu'avaient signé les dirigeants syndicaux de l'United Mine Workers (UMW). Des voix ce sont même élevées pour demander la démission des responsables qui voulaient ainsi brader la lutte.

Arménie «russe» la lutte contre les nouveaux tsars

(Lire notre dossier en P.6)

L'UOPDP dans la bataille de 78

Lire en pages centrales

pour la bataille politique de 1978

INTENSIFIER L'EFFORT FINANCIER

«Ici on exploite les hommes jusqu'à leur mort»

Nous avons reçu ce témoignage. Celui d'une veuve de mineur. C'est pour en finir avec le système d'oppression et d'exploitation des houillères, qu'elle apporte aujourd'hui sa contribution à la bataille révolutionnaire.

Camarades,

*Je suis communiste «indépendante»...
Il faut lutter pour le bien-être de tous, pour abolir les privilèges...*

Ici on exploite les hommes jusqu'à leur mort. Ce matin, j'ai vu qu'un gars de 27 ans est mort de leucémie à cause des produits chimiques toxiques de l'usine de Mazingarde. Chaque jour, le mineur expose sa vue, sa santé, et aujourd'hui les mineurs ne veulent plus que leur fils descendent au fond.

Il nous faudrait la liberté médicale dans la Sécurité sociale minière. Pour des soins à la tête du client et au rabais, le directeur gagne un million et demi et le mineur descend pour 2.500 - 3.000 F par mois.

Bien souvent, on parle de la pension des veuves, des silicosés ? Mais quelle vie avons-nous eue ?

Je vous assure que je préférerais de beaucoup la vie près de mon compagnon de 30 années de misère, plutôt que l'isolement dans lequel je suis aujourd'hui.

Partout, le mineur est bafoué ; le travail inhumain, les années de souffrance, la mort ; c'est pour cela qu'il faut l'union et la solidarité de tous les travailleurs.

Je verse 1 000 F pour que les candidats révolutionnaires se présentent aux élections.

Cordialement,

Mme J.
veuve de mineur

LIEVIN
F.P. «Pour une candidature révolutionnaire» 1 500
Mme J., veuve de mineur 1 000

PARIS
F.B. 50
J.M. 50

12^e
Une enseignante 50
Un professeur 200
Vente d'objets 55
«Pour le soutien au front» 50
Un étudiant 50
Un ami 300
Vente d'objets, Vincennes 31,90
Pour le Quotidien du Peuple 3
Vente d'objets 177
Employé Hôpital Saint Antoine 60

13^e
Une technicienne 400
Soutien 50
Vente d'objets 100
..... 148,5

Un sympathisant 50
Un employé, pour le QDP 50
Un camarade 50
«Pour la construction du Front» 100
«Pour la construction du Front» 90

14^e 150
Une magasinnière 100
M.A.A. Technique 50
Un enseignant 100

15^e Michèle 50
18^e

Un postier 50
Des sympathisants 400
Fabrication-Vente d'objets 100

19^e
Une employée et une ménagère
«Pour le parti de type nouveau» 100

20^e 1 300
..... 610
Vente d'objets 75,50
Un ouvrier du 20^e 50
Un camarade 500
Vente d'objets 100
Des postiers 651
Un ouvrier 50
Vente d'objets 15
Un ouvrier de Foulon 50
Vente d'objets 58,50

Malakoff
Un enseignant 500

Un soldat 60
Un maître auxiliaire 200
Un enseignant 500
INSEE 1 420
Un préparateur à Montrouge 250
«En soutien à l'Union» 600
..... 500
Un sympathisant 200
Vente d'objets 180
Soutien 20

PARIS (NORD)

Bobigny :
Une infirmière 400
Un camarade des PTT 400
Levallois 1 000
Nanterre 200
Collecte 200
Noisy - le - Sec 600
Seine Saint Denis 2 000

Saint Ouen :

Un ouvrier de l'alimentation
«Pour le Front» 300
Un enseignant «Pour le Front»
(premier versement) 150
Un camarade journaliste 1 000

PARIS (SUD)

Alfortville. Vente d'objets 1 065
Vitry. Une mère de famille 50

PARIS (UCJR)

12^e
Un collégien pour le front 40
14^e
Une jeune coiffeuse révolutionnaire 100

17^e
Vente objets 65
Un lycéen 30
«Bientôt avec vous» 10
«Pour la campagne électorale» 50
Une lycéenne 30
Une camarade 30
«Pour le front» 10
«Vive la démocratie socialiste» 200
Lycéen Mallarmé 40
Lycéen Bessière 10
Une sympathisante de la révolution 40

20^e
Un journaliste de *Rebelles* 300
Une lycéenne 50
Un lycéen Voltaire 100
«Pour la démocratie ouvrière» 150
Un ancien JC 70
Des amis de *Rebelles* 35
«Vive le communisme» 200
Un apprenti boucher 20
«Sur ma première paie» 150
«Pour un socialisme aux couleurs de l'internationalisme» 210
Une féministe révolutionnaire 45
Un camarade de CET 20
Un manutentionnaire et une institutrice 350

facultés

Sorbonne :
«Pour le développement du marxisme-léninisme
à l'université» 500
Un anti-impérialiste 170
«Contre les nouveaux philosophes» 200
Un camarade 300

Vincennes :

«Pour l'autonomie ouvrière» 200
«Contre les deux bourgeoisies» 15
«Pour le renforcement des marxistes-léninistes dans
la campagne de 78» 10

PAU

Soudeur 5
Soudeur 5
PTT 100
Employé 100
Employée de bureau 100
Employée 100
Employée 100
Chômeur 100
Vendeuse 50
Ouvrier 100
Chômeuse 50
Employé 20
Ouvrière 100
Ouvriers 30
Progressites 1 500

PORT DE BOUC 1 000
..... 70

RENNES 2 000
Un enseignant 30
Soutien au PCR ml 22
Pour le QdP 10

UCJR RENNES

Un étudiant «pour l'autonomie du mouvement
de masse» 100
Un militant 100
Un chanteur breton 50
Un militant UCJR 70
UCJR Rennes 300
Un élève de CET 10

ROUBAIX 270
«Pour le Front» 470

SAINT BRIEUC

Une étudiante 10
Un retraité 100
Une institutrice 50
Une militante des groupes femmes,
soutien au QdP 100
Vente de disques 100

SAUMUR

J.R. enseignant 500
B.S. institutrice 500
Gilles, lycéen 200
A. ouvrière 200
Gisèle, chômeuse 100

STRASBOURG

Professeur CET, militant CSFR (Bischwiller) 55
Métallo CFDT, militant CSFR (Bischwiller) 55
Maîtres auxiliaires 1 000
Deux professeurs 400
Un facteur de Bischheim 650
Maîtres auxiliaires 800
Un prof du lycée de Bischwiller 350
Une semaine de travail d'un camarade 500
Vente d'objets 300
Une sage femmes de Schiltigheim 400
Un camarade 3 000
Ouvrier de «Général Motors» 50
Ouvrier de «général Motors» 100
Ouvrier imprimeur Schiltigheim 200
Ouvrier Téléc 500
Electromécanicien Téléc 100
Collecte 2 000
Un camarade de «Général Motors» 300
Vente d'objets d'art 2 500
Une chômeuse 10
M.K. 385

THONVILLE

F.P. 500

TONNERRE

Réunion populaire 1 000
Collectes 1 000
Vente d'objets 123
Vente d'objets 5
Denis, employé SNCF
«Soutien au travail politique du PCR ml» 60
Un ouvrier espagnol. «En soutien à vos idées» 10

VAULX EN VELIN 700
..... 3 200

VÉNISSIEUX 1 000

VILLEDIEU (MANCHE)

Un camarade 200
Un électricien 50

VILLEFRANCHE 1 000

VILLEURBANNE 820
Un travailleur de CGEE 500

Total 103 011
Total précédent 227 401

Total général 330 412*

*Le total général rassemble à la fois la liste ci-dessus et la première partie que nous avons publiée hier.

EN AVANT POUR LES 120 MILLIONS

SCHMIDT VEUT CHOISIR LUI-MÊME LES AVOCATS DE KLAUS CROISSANT

Le procès de Klaus Croissant débutera normalement le 9 mars. L'avocat allemand a choisi trois avocats français : Maîtres Joe Nordman, Badinter et Bredin. Le tribunal de Stuttgart s'est permis de récuser le premier. Le prétexte vaut la peine d'être cité, il dit en substance : «*Il n'est pas sûr que Klaus Croissant ait quelque chose à gagner à être défendu par M^{rs} Nordman*». En fait, Nordman est connu pour être membre du PCF et cela suffit à la justice allemande pour le récuser. En re-

vanche, le tribunal a accepté que la défense soit assurée par maîtres Badinter et Bredin. Ce dernier est un dirigeant connu du MRG dont d'aucuns disent qu'il pourrait être ministre de la justice si la gauche passait. Mais, cette fois, c'est le procureur qui récuse les deux avocats. La justification est, elle aussi, fantaisiste : «*MM^s Bredin et Badinter ne parlant pas allemand, la traduction des débats allongerait inutilement le procès*». Seulement, manque de chance, Nordman pour sa part

parle très bien allemand...

Ces refus de reconnaître à l'accusé le libre choix de ses défenseurs sont particulièrement graves.

Maîtres Badinter et Bredin, pour l'instant, ont déposé un mémoire auprès de la cour d'appel afin qu'elle donne tort au tribunal et au procureur. En tout état de cause ils considèrent que c'est au principal intéressé dans cette affaire, Klaus Croissant, à décider lui-même ce qu'il conviendra de faire, compte-tenu de la décision de la cour d'appel.

M^{rs} Bredin nous a affirmé par ailleurs qu'il n'était pas certain que les nouvelles lois violant de manière encore plus caractérisée, les droits démocratiques ne soient pas appliquées pour Klaus Croissant. Ce serait pourtant parfaitement illégal puisque l'incarcération de K. Croissant est antérieure au vote de ces lois. Klaus Croissant sait cependant mieux que quiconque que dans l'Allemagne social-démocrate, la frontière entre ce qui est légal et ce qui ne l'est pas est très floue.

Pierre Mauroy au *Matin*

«JE N'AI JAMAIS CRU QUE LE PCF NE SE DÉSISTERAIT PAS»

Pierre Mauroy, N° 2 du PS, député maire de Lille, accorde vendredi une interview au *Matin*.

Il réaffirme sa certitude du désistement du PCF pour les candidats de gauche les mieux placés. A la suite de Mitterrand, il exclut toute renégociation entre les deux tours. Il pense lui aussi, qu'une déclaration d'intention de désistement entre les deux tours est le maximum qui puisse être fait. Il rejette la réactualisation à l'après 19 mars. Mauroy considère

que dans les propositions de la CFDT, en matière de nationalisations «*il y a quelques idées... Nous ne manquerons pas de les étudier avec beaucoup d'attention. Mais gardons ce dossier pour la renégociation après le second tour*».

Ce qui est un peu nouveau dans l'interview, concerne les candidatures révolutionnaires.

Mauroy bien sûr place sa conception policière de l'histoire — on n'appartient

pas à la SFIO pour rien — :

«*Vous connaissez, répond-il, les astuces des candidats en difficulté. Ils n'hésitent pas à susciter, ici et là, des candidatures de diversion. Mais la multiplication des candidatures est aussi liée au développement de la polémique dans les deux camps. Je ne crois pas que tous ces candidats aient senti la possibilité de se présenter s'il n'y avait pas eu tous ces problèmes. La confrontation politique se serait limitée aux grandes*

forces de droite et de gauche».

Précisons que le souci d'exactitude, ne semble pas embarrasser Mauroy.

Il y a bien longtemps que les révolutionnaires avaient décidé de présenter des candidats, bien avant la cassure de la gauche.

Et dans cette situation, ils seront loin d'être «marginalisés», contrairement à ce que prétend Mauroy.

Giscard à l'exposition «Cent ans de République»

DES JALONS POUR L'APRES MARS

Comme Giscard prétend se tenir au-dessus de la mêlée électorale, il s'ingéniera à trouver les moyens d'y intervenir de biais. Jeudi, il est allé, dans ce but, visiter l'exposition «Cent ans de République».

Il a tenté de se hisser jusqu'à une vision historique des choses : «*Quand on regarde cette histoire, a-t-il déclaré, on voit qu'elle a comporté deux périodes très fortes : d'a-*

bord le début de la III^e République et ensuite la V^e République... Parce qu'il y a eu alors un bon équilibre entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, sans confusion entre les deux».

Et il en a tiré la conclusion suivante : «*Chaque fois, au contraire que la République a glissé vers le régime d'Assemblée pour une cause ou pour une autre, la République s'est*

affaiblie et la France avec elle».

L'analyse historique est fautive : la III^e République a bel et bien été un régime d'Assemblée.

Mais là n'est pas l'important. Giscard entendait par là poser des jalons pour après 1978 : «*Il appartient au président de la République de préserver nos institutions républicaines*».

C'est une réponse à peine déguisée à Mitterrand qui venait de déclarer : «*Le premier ministre et le gouvernement devront*

jouer leur plein rôle dans la détermination et la conduite des affaires étrangères». Il avait rejeté «l'existence d'un domaine réservé» pour le président de la République.

Dès maintenant, à coups fourrés, se préparent les affrontements, en cas de gouvernement de gauche, entre la présidence de la République et le gouvernement, pour la redistribution des pouvoirs.

C'est ce que Mitterrand appelle «*la sagesse des hommes devra compenser le silence des institutions*».

Le comité de l'UOPDP d'Albert (Somme) organise le dimanche 25 après-midi, une fête de soutien à la salle des Fêtes d'Albert. Venez nombreux.

Dommages et intérêts

Les 6 prisonniers du Front Polisario, libérés à la veille de Noël, viennent de demander chacun 300 000 F de dommages et intérêts à leur employeur mauritanien, la Société nationale industrielle et minière (SNIM). Ils reprochent à cette Société d'avoir refusé de les tenir informés de la situation réelle en Mauritanie et d'avoir au contraire licencié un ancien prisonnier qui faisait cette information. «*Par la diffusion de nouvelles alarmantes, non justifiées, et en incitant les agents au rapatriement de leurs familles, (il avait) délibérément provoqué la dégradation du climat social et semé le doute dans les esprits*». C'est ce que lui avait signifié la direction.

Trigano : pourquoi croit-il à la gauche ?

Gilbert Trigano se fait offrir une demi-page de publicité dans le *Matin* de vendredi. «*Trigano croit à la gauche... et se développe*». Ce n'est pas nouveau, le PDG du Club Méditerranée est de «gauche». Voilà un patron «*qui ne pleurniche pas devant un léger recul de la majorité dans les sondages*», mais qui attend d'un gouvernement de gauche la possibilité de faire plus encore de profit. Il installe un village de neige au Colorado, et continue à en ouvrir d'autres en Grèce.

Fusillade de Fontenay le Fleury : le commissaire est muté

Le commissaire Bolusset, qui avait déclenché la fusillade de Fontenay le Fleury (un policier tué, un autre grièvement blessé), a été muté au commissariat de Choisy le Roi, dans le Val de Marne, les policiers de Choisy n'en veulent pas, et diffusent des tracts demandant au ministère de l'Intérieur de le relever de toutes ses fonctions.

Empain : on reparle de lui...

Il y a un mois, le baron Empain était enlevé. Depuis jeudi après midi, des rumeurs circulent : il serait bientôt libéré, la police aurait raté de peu les ravisseurs, mercredi à Megève, ils auraient accepté de descendre la barre du montant de la rançon, 3 milliards au lieu de 8...

Brésil : le chef de l'Escadron de la mort arrêté. C'est aussi le directeur fédéral des affaires criminelles

Sergio Paranhos Fleury, chef «présumé» de l'Escadron de la mort, a été arrêté. Il doit passer en procès prochainement, pour le meurtre de 3 délinquants de droit commun, assassinés en 68. Ce sera son quatrième procès. Sera-t-il encore acquitté ? Cela n'aurait rien d'étonnant, quand on sait qu'il est, depuis la fin de l'année dernière, directeur du département des affaires criminelles de l'Etat.

Depuis des années, ce commissaire utilise ses hommes pour assassiner des militants révolutionnaires. Dès 1972, Amnesty International citait Fleury dans des cas de torture ou de sévices : son nom revenait 86 fois. Mais le rôle qu'il joue est sans doute précieux pour le gouvernement militaire, qui loin de lui retirer sa fonction, lui permet, en le nommant directeur fédéral des affaires criminelles, d'étendre ses crimes à tout le pays, et pas seulement dans les Etats de Sao Paulo et Guanabara.

Pour la bataille politique de 78

ABONNEZ VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F

Nom
Prénom
Adresse

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Laval : journée nationale des éleveurs intégrés

UNE VOLONTÉ DE LUTTE QUI S'AFFIRME

● Mercredi, à Laval, devait avoir lieu le procès que Wessafic faisait à trois paysans-travailleurs. De nombreux paysans étaient là dès l'ouverture du procès. Celui-ci fut annulé pour «vice de forme». C'est une grande victoire due à la mobilisation.

C'est une étape très importante dans la lutte que mène le CLEI contre les firmes intégratrices (privées ou coopératives). Outre les témoignages sur les pratiques de Wessafic, de nombreuses interventions eurent lieu sur la lutte que mènent aujourd'hui le CLEI (contre Sanders dans le jura, contre la CAR, coopérative intégratrice en Ile et Vilaine), et plus généralement Paysan-Travailleur (en Côte du Nord contre le reboisement en résineux, en Loire Atlantique pour la réintégration des Pellerin...). Les ouvriers de chez Bresslin qui luttent contre la liquidation de leur usine à Laval, sont venus apporter leur soutien aux paysans. Un syndicaliste de la FGA CFDT est intervenu pour expliquer qu'il était solidaire, en précisant que la section qu'il représentait ne soutenait pas n'importe quels paysans, et qu'il était là parce que Paysans-Travailleurs se démarquait des paysans qui les exploitaient.

Le meeting aborda également la perspective à donner à la lutte aujourd'hui. L'intervention faite au nom du collectif Paysan-Travailleur par une agricultrice, démontra le caractère radical de la lutte contre l'intégration : en effet la FNSEA est incapable de mener la lutte de façon conséquente. Prétendant défendre tout le monde, elle se trouve souvent obligée de concilier la défense des deux parties adverses. (Dans le Maine et Loire, par exemple, la FDSEA voulait défendre en même temps le concessionnaire UFAC, adhérent de la FDSEA parce qu'il exploitait une ferme, et les paysans qui avaient acheté la farine). Dans l'affaire Wessafic, la FNSEA a répondu au comité de défense : «Vous êtes des chefs d'entreprises, vous vous êtes mal débrouillés en tant que chef de votre entreprise, tant pis pour vous».

Dans les luttes d'intégration, qui mettent face à face exploités et exploités, la FNSEA, en prônant la conciliation, ne peut qu'assurer la victoire des exploités. Seule une position de classe cohérente peut faire reculer les intégrateurs. Le rapport de force que développe depuis quelques mois le CLEI dans l'affaire Wessafic a porté ses premiers fruits avec la victoire de mercredi. Les premiers procès sur la qualité de la farine sont également en train de se gagner : à Agen, par exemple, un éleveur a réussi en appel à faire annuler une dette de 120 millions et à obtenir le remboursement d'une partie de la dette déjà versée.

Mais la lutte est loin d'être terminée. Wessafic ne manque pas d'armes pour continuer à exploiter et à surexploiter les éleveurs intégrés.

La vigilance et la mobilisation sont encore plus nécessaires aujourd'hui pour faire face aux nouveaux coups que ne manqueront pas de porter Wessafic ou n'importe quelle autre firme intégratrice.



Interview de M. et Mme Métral victimes des pratiques de Wessafic

Ruinés par la mauvaise farine que Wessafic leur vendait, ils ont été gravement intoxiqués par le lindane.

— QdP : Vous avez été intoxiqués par le lindane. Pendant combien de temps avez-vous été malades sans que l'on sache pourquoi ?

— Mme Métral : On a été malade fin 71 début 72 jusqu'à la fin 75. Jusqu'à 74, on a fait plusieurs traitements, plusieurs médecins car aucun ne trouvait ce qu'on avait. A partir de 74, quand le vétérinaire de chez nous a vu qu'on employait de l'Emulpan et qu'il y avait du lindane dedans, c'est là qu'on a fait le rapprochement avec ce qu'on avait. On a eu un traitement de

désintoxication, en plus du traitement que l'on avait et on est resté quatre mois en incapacité de travail.

— QdP : Vous avez alors attaqué Wessafic, pour faire reconnaître votre maladie et leur demander réparation. Comment cela s'est-il passé ?

— Mme Métral : Le procès que nous avons fait à la Wessafic à propos du lindane s'est terminé par un non lieu. On a déposé une plainte le 20 octobre 74. On a eu une expertise un an et demi après et pour cette expertise on est allé à Lyon, au centre médico-légal. On avait rendez-vous avec deux docteurs, qui nous ont pris la tension, pris les réflexes dans les genoux et c'est tout ce qu'ils ont fait. On n'a pas eu d'analyse de sang. On se serait cru devant des avocats de la Wessafic : on venait de perdre le procès à Annecy sur la qualité de l'aliment et les docteurs se sont servis de cela en disant : «Si vous avez été malades c'est à cause de la dette que vous avez, c'est à cause du procès que vous avez perdu» et l'expertise a tourné autour de cela... Alors qu'on était malade depuis fin 71 ! Avec ce raisonnement, maintenant qu'on n'a pas de travail, qu'on a un commandement de saisie qui nous pend au nez, là on pourrait être malade !

— QdP : Quelle est la situation pour vous aujourd'hui, par rapport à Wessafic et par rapport à votre travail ?

— Mme Métral : La situation actuelle, c'est

qu'on est sans travail depuis fin août 77, parce que la société avec qui on travaillait a été dissoute le 30 septembre, et à partir de ce moment là, ils ne nous ont pas remis de veaux. Et le 12 octobre on a eu un commandement de saisie de la part de la Wessafic. On a contacté plusieurs marques d'aliments et aucune ne voulait nous vendre de l'aliment, ni nous mettre des veaux, parce qu'on avait le problème Wessafic derrière et qu'en plus il y avait un commandement de saisie si bien que, les gens n'étaient pas sûrs qu'on puisse finir notre bande.

— M. Métral : Ils avaient 90 jours pour faire inscrire nos biens aux hypothèques,

jusqu'au 12 janvier, mais le 13 ce n'était pas fait.

— Mme Métral : Oui, mais enfin, il y a une chose qui est sûre, c'est qu'on est toujours sans travail, donc sans revenus parce qu'on n'a pas d'indemnités de chômage.

— M. Métral : La dette à la Wessafic est de 62 millions plus les intérêts, les frais de procès etc... Les intérêts seuls se montent à 8 000 F par mois... Actuellement on est en pourparlers avec une maison d'aliments qui nous mettrait de l'aliment et des veaux. On espère que grâce à la lutte, on va pouvoir de nouveau travailler.

Extraits de l'intervention de M^e Leclerc

(avocat des Paysans-Travailleurs)

«En matière d'intégration, la loi de 1964, confuse, a été tournée par les juges, avant que les éleveurs n'obtiennent quelque chose. Et de la même façon même si de nouvelles lois sont obtenues, il faudra continuer à lutter parce que les juges aussi ne rendent des décisions vraiment favorables à ceux qui sont les plus défavorisés et qui n'ont pas le pouvoir, que si ceux-ci ont au moins pour eux la force de l'organisation. Je veux que vous ne vous fassiez pas d'illusion ; nous avons aujourd'hui gagné une bataille très importante, c'est vrai, mais la bataille va être longue. Elle va être longue d'abord parce que Wessafic n'est pas encore à genoux, parce qu'elle conserve encore un certain nombre de pouvoirs et parce qu'elle va continuer

à essayer d'attaquer non pas peut-être de front comme elle l'a fait, parce que ça a été l'erreur principale de Wessafic. Au lieu de continuer à attaquer les éleveurs isolés, Wessafic a voulu attaquer de front l'organisation des éleveurs. Et là, Wessafic a perdu sa première bataille... Alors peut-être va-t-il falloir aller plus loin... Ne

comptez pas trop sur l'action judiciaire pour obtenir satisfaction. Ne comptez pas trop sur les juges pour nous donner satisfaction, comptez sur vous-mêmes, il n'y a que comme ça que vous réussirez à gagner, il n'y a que comme cela que vous obtiendrez un jour que la loi change et peut-être que les juges changent».



TÉMOIGNAGE D'UN ÉLEVEUR DE VEAUX

Jean Guibert, éleveur de veaux en Vendée, membre du CLEI, explique comment il a gagné contre Sanders.

«Je suis éleveur de veaux depuis l'âge de 15 ans, et en 1972 j'ai racheté l'exploitation de mes parents et me suis installé à mon compte, avec 170 cases de veaux. J'ai toujours travaillé avec Sanders et c'est avec eux que j'ai eu des ennuis qui n'ont pas l'importance de ceux que nous défendons aujourd'hui pour plusieurs raisons. Sanders n'a pas distribué de la mauvaise farine sur tout le territoire français comme Wessafic ; il l'a fait par région. Et on n'a pas été les premiers atteints. Il y a eu d'abord le Lot et Garonne ; les problèmes n'ont pas été aussi importants, parce qu'on a bénéficié de la lutte des gars du Lot et Garonne. Les firmes, dans la logique capitaliste, sont concurrentes les unes envers les autres. Et elles ont donc essayé d'avoir un aliment qui leur coûtait le moins cher possible. J'ai été amené, en tant que syndicaliste, à avoir connaissance de ces problèmes-là. Si bien que dès que j'ai vu les problèmes arriver chez moi, je m'en suis tout de suite rendu compte. Autour de chez moi, d'autres éleveurs étaient dans le même cas, on s'est réuni, on était sûr que ça venait de l'aliment. On a essayé une analyse qui n'a pas marché, mais on ne s'est pas longtemps embarqué sur ce terrain-là, on a dit qu'il n'y a que le rapport de force qui soit payant, on a organisé la lutte contre Sanders et on a gagné le procès...»

union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

LEUR CAMPAGNE ET LA NÔTRE

Les travailleurs sont de moins en moins enthousiasmés pour les grands discours et débats des candidats des partis traditionnels de droite ou de gauche. Les sondages même en font état.

L'opinion largement répandue concernant les politiciens bourgeois n'est guère flatteuse... et par contre tout à fait réaliste : marchands de promesses et d'illusions ! Les réunions qu'organisent çà et là leurs candidats rassemblent un public parfois très clairsemé, et il n'y a guère que les grands leaders qui rassemblent beaucoup de monde, au prix d'un battage monstre, d'ailleurs !

Mais n'est-il pas vrai que leurs discours mille fois répétés et leurs duels radiotélévisés se placent sur un terrain bien loin de celui des travailleurs ? Eux se disputent le gouvernement de l'Etat capitaliste et les travailleurs de leur côté, même s'ils ont encore quelques espoirs et illusions sur un changement de gouvernement, veulent la fin du capitalisme.

En quoi peuvent-ils se sentir concernés quand Marchais et Mitterrand se défient, quand Peyrefitte déballe un flot de vieilles rengaines sur la coopération entre le capital et le travail et la liberté d'être chômeur qu'il nous octroie en effet largement ?

Les travailleurs ne sont que témoins, de moins en moins attentifs : le seul acte qu'on leur demande, c'est de mettre le « bon bulletin » dans l'urne !

Or les luttes quotidiennes opposent dans tous les domaines les diverses couches de notre peuple à l'exploitation et l'oppression capitaliste. Ces luttes, il s'agit de les organiser, de les amplifier. Les travailleurs français, immigrés, jeunes et moins jeunes, hommes, femmes, ouvriers, petits paysans veulent s'unir et doivent s'unir pour combattre efficacement le capitalisme : c'est cela le terrain des travailleurs, c'est cela leur vie !

C'est justement de cela que se préoccupent nos comités. C'est justement cela la perspective qu'ouvre votre Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne.

Et c'est en cela qu'elle répond aux profondes aspirations de notre peuple.

**Ouvriers, paysans, travailleurs,
les candidats de l'UOPDP
défendent vos intérêts,
ils sont vos candidats :
soutenez-les !
Le soutien financier
est aussi un soutien politique.**

Envois à Jean-Louis RABOUTET
N° 42 121 U

Agence G.N. 874 du Crédit Lyonnais
Centre Commercial du «Luth»
92 230 - Gennevilliers

A nos lecteurs

Le Quotidien du Peuple et L'Humanité Rouge publient, simultanément, chaque semaine, ces pages prises en mains par l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne.

EN AVANT VERS DE NOUVEAUX SUCCES !



Le processus de construction de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne est entré dans une nouvelle phase.

Sur la base de l'appel du Comité d'initiative national, partout où se présentent nos candidats, des comités d'initiative locaux s'étaient formés et avaient rapidement entrepris un intense et large travail de diffusion et de discussion de nos propositions, dans les usines, les quartiers populaires, les villages.

L'appel de l'Union a touché juste et il a été entendu.

Partout, à présent, des travailleurs se sont regroupés, à plusieurs dizaines le plus souvent, pour construire un comité local de l'Union et ont entrepris de l'animer et de le développer.

Ainsi se dessine la physionomie de classe de l'Union : ce sont les ouvriers, les employés, et dans les zones rurales les petits paysans, qui constituent l'essentiel

des premières forces rassemblées.

Au moment même, où les appareils bourgeois, à gauche comme à droite, déploient sans vergogne, à coups de milliards, tous les moyens de manipulation et de matraquage, où ils affichent avec cynisme leur mépris des masses, les forces déjà organisées dans l'Union commencent à affirmer la capacité des masses à définir elles-mêmes leurs objectifs de lutte, à s'organiser elles-mêmes pour en finir avec le système d'exploitation, à traduire en actes, leur politique, la politique révolutionnaire.

Car les comités prennent vie sur la base de la démocratie prolétarienne : les travailleurs y adhèrent parce qu'ils ont réfléchi et discuté l'analyse de la situation, des dangers de 1978, et les orientations rassemblées dans l'Appel, parce qu'ils y poursuivent en permanence, pour mieux s'unir, un riche débat politique : sur le

projet capitaliste d'Etat du PCF, sur l'action à mener dans les syndicats, sur les revendications à définir, sur le socialisme que nous voulons. A Tonnerre, c'est à l'issue d'une discussion approfondie, et d'une réfutation soignée des hésitations et objections rencontrées dans les masses, que le comité s'est fermement unifié sur la nécessité d'appeler à l'abstention au deuxième tour.

Car les comités tirent leur dynamisme de l'initiative ainsi libérée des travailleurs : à Rennes, les camarades ont formé sept équipes pour rayonner sur les quartiers populaires. A Nantes, le comité a formé deux groupes de 25 sur la ville. Un autre va s'associer à la campagne de Eridé, qui représente un courant conséquent de lutte pour le cadre de vie. D'autre part, un comité paysan est en formation dans la campagne nantaise. Dans l'aggloméra-

tion lyonnaise, plusieurs comités se sont organisés en commissions (immigrés, femmes, quartiers...) qui fixent leurs thèmes de réflexion, leurs axes d'intervention. A Dunkerque, où le comité est présidé par une femme d'ouvrier d'Usinor, des ouvriers d'Usinor sont allés s'adresser à leurs camarades des Chantiers de France.

De nouvelles perspectives s'ouvrent aux comités enracinés dans la réalité de la vie et des luttes populaires : des contacts, des rencontres fraternelles se multiplient avec des sections syndicales, des associations de quartier, certains groupes écologistes et des groupes femmes.

Au niveau des régions, des liens se nouent avec des candidatures représentatives de courants qui refusent aussi bien les partis de droite que les illusions et les dangers de la fausse gauche.

Suite page 2

EN AVANT VERS DE NOUVEAUX SUCCES!

Suite de la une

Car les comités se forment pour l'action et se renforcent dans l'action : à l'heure où le discours bourgeois, où les virtuoses de la démagogie, Marchais en tête, s'exhibent sans retenue, les comités eux entendent agir, agir sur le terrain de la lutte de classe, au plus près des travailleurs, passer à l'offensive. A Lille les camarades ont été partie prenante du débat sur l'unité des travailleurs français et immigrés. A Besançon, les camarades ont développé, dans plusieurs débats, face aux autres candidats, nos positions dans différents domaines.

L'expérience montre que, y compris là où le PCF dispose d'un lourd appareil municipal, syndical et publicitaire, lorsque les comités, comme à Villejuif, s'attaquent de front, au projet politique du PCF, à ses manœuvres de manipulation, ils mettent à jour et commen-

cent à polariser un courant qui refuse de se laisser enfermer dans le faux choix entre gauche et droite, et cherche à matérialiser une véritable alternative révolutionnaire.

Une dynamique est en train de s'enclencher. La faillite de la bourgeoisie de droite apparaît avec évidence. Dans le même temps, les partis de gauche, en se divisant, se dévoilent : Mitterrand prépare l'austérité de gauche, et Marchais, malgré ses promesses et son masque de défenseur des pauvres, suscite la défiance et l'inquiétude de toute une frange de travailleurs.

Unifier, unir, organiser les forces vives de ce pays, passer dès maintenant à l'action pour préparer les luttes qui s'annoncent et tracer la voie de la révolution socialiste : des dizaines et des dizaines de comités vivent, grandissent et œuvrent dès maintenant pour réaliser cette grande tâche.

**En avant pour la construction
du Front**

**Renforçons et développons
l'Union Ouvrière et Paysanne
pour la Démocratie Proletarienne**

Saint-Étienne MENER LA CAMPAGNE AU PLUS PRES DES TRAVAILLEURS

Le 25 janvier, un premier regroupement de militants décidait de lancer un Comité d'Initiative pour l'Union Ouvrière et Paysanne et de présenter une candidature ouvrière révolutionnaire sur la circonscription de Saint-Etienne Nord. Contre Durafour ex-ministre du chômage et Bruyère, le secrétaire fédéral du PCF de la Loire, le combat s'imposait pour faire entendre, dans la campagne, la voix des chômeurs, des jeunes, des femmes travailleuses et des ouvriers menacés dans leur emploi et leurs conditions de vie, pour faire entendre aussi les travailleurs immigrés — exclus de la campagne de toutes les autres formations politiques — et dénoncer le saccage du cadre de vie stéphanois.

Rapidement, cette initiative a pris corps : c'est près de vingt-cinq personnes qui sont associées à la campagne et ont permis la constitution d'un Comité sur Saint-Etienne.

Celui-ci s'est fixé un programme d'approfondissement des thèmes de la campagne, avec notamment trois débats (bilan de la municipalité, bilan des luttes ouvrières et perspectives de l'UOPDP). Le premier s'est tenu avec succès et a nourri déjà des interventions du comité dans certains meetings électoraux.

Par ailleurs 4 réunions publiques ont été programmées sur des quartiers ouvriers et populaires de la ville : 3 sur la circonscription et 1 sur un quartier

Hôpital psychiatrique de Villejuif

LES LEÇONS POLITIQUES D'UNE GREVE

Le comité de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne sur la 1^{ère} circonscription du Val-de-Marne, la circonscription où se présente Marchais, est intervenu au cours de la grève combative, menée cinq jours durant, par le personnel de l'hôpital psychiatrique de Villejuif. Joël PERRET, candidat de l'UOPDP contre Marchais s'est rendu auprès des grévistes pour débattre des nombreuses questions politiques qui ont été soulevées par la grève et son sabotage par les gens du PCF dans la CGT. Nous publions ici le tract qui a été distribué.

Cinq jours de grève à l'hôpital psychiatrique de Villejuif, 5 jours de mobilisation massive, 5 jours de confrontation politique, 5 jours d'un mouvement de lutte qui allait toujours se renforçant.

Et puis, rien !... Si, des miettes, comme la 1/2 heure de repas intégrée au temps de travail pour les agents des services hospitaliers.

Et le reste ?

— L'augmentation des effectifs,

— Les 250 F,

— Le respect et l'extension des droits et libertés syndicaux,

— Le paiement du voyage des agents Antillais, Guyanais et Réunionnais,

— L'attribution de journées pour soigner un enfant malade,

— Les équipements sociaux, le 1 % patronal pour le logement,

— L'intégration du temps de repas dans le travail.

Aucune de ces revendications autour desquelles les personnels s'étaient lar-

gement unifiés, n'a été satisfaite.

Et pourtant...

Chaque jour une assemblée générale s'organisait, où les travailleurs réfléchissaient aux formes de lutte correspondant le mieux à la nécessité d'aboutir. On n'avait jamais vu une telle volonté depuis notre mouvement du printemps 1968. Tous les jours, de nouveaux collègues adhéraient aux perspectives de notre lutte.

Comme au centre de tri de Créteil, comme dans de nombreuses entreprises du pays, les travailleurs de l'HPV refusent de payer la crise. Oui, nous refusons le plan Barre et son cortège de chômage, de misère.

Nous refusons, à l'HPV comme ailleurs, son application qui signifie : salaires de misère, effectifs insuffisants dans les pavillons, les services, les ateliers, dégradation des conditions de travail et d'hygiène, brimades, répression (remise en cause des libertés syndicales).

C'est face à cela que nous nous sommes dressés, c'est sur notre lutte que nous comptons pour que cela change ! Mais contre nous, nous n'avons pas seulement une direction intransigeante, aux ordres de Barre et de ses comparses. Il y avait ceux qui se disent nos amis, ceux qui nous rabattent les oreilles avec leur faux «parti des pauvres».

Le PCF, ce faux ami

Il faut bien admettre que la combativité du personnel, la mobilisation puissante des travailleurs aux assemblées générales ne fut pas du goût de tout le monde. Certains, dans notre syndicat CGT, après s'être rendus compte qu'ils étaient quelque peu débordés (!) décidèrent de convoquer d'urgence une réunion de la CE du syndicat pour un vote sur la reprise du travail.

La majorité refuse tout net, voulant continuer le mouvement gréviste sur la base d'une plate-forme revendicative locale à négocier avec l'administration.

Le secrétaire général de la section CGT, dont la sympathie pour le Programme commun est



Le personnel de l'hôpital défilant dans Villejuif le mardi 14.

connue, refuse de se soumettre à la majorité, menaçant de rendre son mandat.

L'attitude de ce monsieur et des siens, adhérents au PCF, porta un coup décisif à la grève. Comment en effet poursuivre, dans de dures conditions imposées par Giscard-Barre aux travailleurs, une lutte avec un syndicat divisé à l'initiative du PCF ? Telle est la question, qui en fin de compte de nombreux collègues se posent.

De fait, le seul intérêt de ces faux communistes pour notre lutte, c'est l'utilisation qu'ils peuvent en faire dans la perspective d'avoir au gouvernement des ministres à eux. Ils veulent pénétrer l'État pour y faire des nationalisations d'entreprises afin de les diriger à leur compte. Ils aimeraient que nos luttes aient comme seule issue leur installation au pouvoir.

Ils veulent, Marchais l'a dit, plus de 21 % des voix aux législatives du 12 mars. Et pour cela tous les moyens sont bons. Ils viennent ainsi de casser une lutte dans laquelle il n'était pas question que nous leur laissions faire ce qu'ils voulaient, une lutte qui les desservait, n'étant plus sûrs de la contrôler.

Alors, que valent leurs déclarations, quand ils nous disent dans ce tract diffusé sur l'HPV : «Nous participons (le PCF) à toutes les actions décidées par le personnel, par les syndicats !»...

Comment faire confiance à des gens qui nous disent dans le même tract, qu'aller plus loin dans la lutte c'est voter pour eux le 12 mars ; dans le même temps, leurs amis affirment

qu'il faut savoir terminer une grève !

Comment croire à leurs couplets sur le soi-disant «parti des travailleurs» quand un Cosnier, maire de Villejuif vient parader à la mairie devant notre manifestation, détournée pour la circonstance et en douceur des autres entreprises de Villejuif où nous voulions aller populariser notre lutte.

Que pensez-vous d'un G. Marchais, devenu vedette de télévision, et de sa visite aux hôpitaux de Villejuif ? Vient-il y faire autre chose qu'une chasse aux voix et trouver quelques anecdotes à raconter à loisir dans ses meetings électoraux et ses émissions télévisées ? Certainement pas, en tout cas, nous aider dans notre lutte !

Que faire ?

Notre lutte confirme combien, face à la droite, face aux partis de la désunion de la gauche, nous devons ne compter que sur nos luttes, les unir en une force autonome par rapport à la gauche et sa volonté de récupération.

Force qui seule est en mesure d'imposer nos revendications, et d'avancer vers le socialisme, cette société où nous prendrons enfin notre destin en main.

Les premières forces rassemblées au sein de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne se sont fixées ces tâches et ce but. Les forces sont représentées sur la circonscription par la candidature de Joël PERRET

UOPDP Cachan,
Arcueil, Gentilly,
Villejuif, Kremlin B.

Besançon

PRENDRE L'INITIATIVE DANS LE DÉBAT POLITIQUE

Trois réunions se sont déjà tenues pour constituer un comité à Besançon. Elles ont permis à 50 personnes environ, de débattre de la plate-forme du comité d'initiative national, et en particulier de la nécessité de préparer les possibilités de luttes après mars, indépendamment des partis de gauche. Ce n'est pas un hasard si ces propositions ont recueilli un écho particulièrement favorable tant chez les communaux qui sont confrontés chaque jour à un patron de gauche que dans l'usine Weil où un bon nombre de syndicalistes ont décidé de monter un nouveau syndicat pour la lutte, face à l'accaparement de la CGT par quelques responsables PCF.

Ces réunions ont permis aussi avec plusieurs militants CFDT de réfléchir aux perspectives proposées par les dirigeants de cette organisation au niveau national comme au niveau local (PSU) : celle de subordonner les luttes à la victoire de la gauche, celle d'intégrer ceux qui à travers la notion d'auto-gestion aspirent de fait au socialisme au sein de la gauche.

— Discussions sur des propositions concrètes pour la plate-forme : accord dans les grandes lignes et insistance pour préciser nos revendications sur les vieux travailleurs, sur les handicapés... Nécessité de préciser nos objectifs de lutte au niveau régional, par exemple par rapport au Grand Canal.

— Discussion pour situer la place de ces objectifs de lutte par rapport aux objectifs des partis de gauche, mais aussi par rapport

à ce qu'on voudrait réaliser dans le socialisme.

— Discussion menant tout le travail à faire encore pour unifier réellement des luttes qui restent encore isolées dans divers secteurs : celles des femmes, des soldats, des écologistes... Les résultats dépendent, pour l'essentiel, de leur unification dans un véritable front de lutte.

Le comité, après avoir discuté et voté démocratiquement sur l'intérêt de présenter des candidatures, sur les candidats, sur l'attitude au deuxième tour (abstention ou vote « nul ») a commencé à s'organiser : une commission d'organisation élue prépare le travail et les réunions, trois commissions (entreprises, quartiers, jeunesse) se donnent pour objectif de faire connaître le front dans leur secteur, de débattre des propositions, de prendre des initiatives...

Déjà deux tracts ont été diffusés : un appel local aux travailleurs et un tract diffusé à la rencontre CFDT sur l'emploi, intitulé « Quel choix ? la lutte » en réponse « au bon choix » d'Edmond Maire, qui consisterait à voter pour la gauche. Les camarades présents dans les forums sont intervenus pour rappeler la nécessité de débattre de « comment organiser la lutte pour l'emploi ? » qui concerne ici non seulement Lip, le CAT, RPT, Mischler... mais aussi tous les travailleurs menacés et particulièrement les jeunes en stage bidon et tous les auxiliaires, vacataires du secteur public et nationalisé, tirant les enseignements des tentatives de coordination des Lip et de



Une assemblée des travailleurs de Lip

la lutte des postiers du centre de Créteil.

Les candidats, appuyés par les membres du comité, ont déjà participé à deux réunions contradictoires :

— L'une sur le Grand Canal où l'UOPDP a défendu un point de vue de classe, a proposé de se rassembler dans un large front contre ce projet, parfaite illustration de la logique capitaliste qu'elle soit de droite ou de gauche.

— L'autre, suite à la projection du film « Aux armes

citoyens », a permis de faire la différence entre les candidats qui disent « Votez pour nous, faites-nous confiance, on résoudra vos problèmes », ou « On vous fera participer » (PSU), « On vous dira la vérité » (LO) et l'UOPDP qui dit « On n'obtiendra rien par les élections, c'est sur nos luttes qu'il faut compter », en forgeant l'autonomie de la riposte ouvrière face aux partis de droite et de gauche.

Correspondance
Comité de Besançon

Grenoble

PREMIERE RÉUNION PUBLIQUE : UN SUCCES

Lors de cette réunion furent présentées les trois circonscriptions où l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne présente des candidats : usines, quartiers populaires, marchés, secteurs ruraux etc...

Ceci permit de discuter avec les 80 personnes présentes sur les différentes formes d'action à mener. Il fut constaté notamment que, face aux millions dont disposent les partis bourgeois de droite ou de gauche pour leur matraquage électoral, il n'était pas question de rivaliser avec eux sur ce terrain, mais que par contre, nous irons là où ils sont absents : au sein des luttes et des masses populaires.

Il a été réaffirmé que refuser tout désistement pour la droite comme pour la gauche au 2^e tour était la seule position juste et honnête à adopter devant les travailleurs.

Les actions que l'UOPDP mène et mènera pendant la campagne électorale visent à la mobilisation la plus large possible, principalement dans la classe ouvrière, pour construire son autonomie face aux partis bourgeois de droite et de gauche pour l'après mars 78, pour avancer vers l'avènement du socialisme.

Le Comité d'initiative compte 19 membres : 9 ouvriers, 1 cheminot, 3 employés, 4 enseignants, 1 étudiant et 1 technicien.

Martigues - Port de Bouc

Faire progresser l'idée du Front

Quelques informations sur le comité local de Martigues - Port de Bouc qui organise aujourd'hui une vingtaine de personnes. Dans la même circonscription la 10^e des Bouches-du-Rhône, deux autres comités locaux se sont mis en place à Vitrolles et à Gardanne.

Nous avons tenu à ce jour notre troisième réunion, voici les débats politiques principaux qui s'y sont menés et quels moyens nous avons mis en œuvre pour faire progresser l'idée du front dans la période.

(...) Les débats politiques ont porté sur le projet capitaliste d'Etat du PCF et les dangers qu'il représente, sur le contenu à donner à nos interventions dans les réunions du PCF, et sur les moyens de surmonter le décalage parfois entre l'accord politique et l'hésitation à s'engager dans la construction du front.

(...) Les moyens : il faut que l'U.O.P.D.P. fasse la preuve que les aspirations des travailleurs ne seront pas détournées au profit d'intérêts étrangers. Nous avons lancé des commissions ; trois pour l'instant :

— Lutte ouvrière après 78. Capitalisme d'Etat ou socialisme.

— Ecole capitaliste ou école des travailleurs

— Une santé pour les travailleurs par les travailleurs.

L'objectif immédiat de ces commissions est : partant des aspirations ou des questions qui se font jour dans un secteur, de mener le débat pour clarifier les bases à partir desquelles ces aspirations peuvent être satisfaites, où ces questions pourront trouver une réponse. (...)

Dès maintenant, le travail des commissions devait donner un contenu beaucoup plus riche à nos meetings, qu'un simple développement de la plate-forme de l'U.O.P.D.P.

Enfin le comité a organisé la distribution de l'Appel et le collage de l'affiche de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne dans plusieurs villes de la circonscription, (marchés, entreprises, grands magasins).

Comité Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne

Martigues - Port de Bouc

Le 26 février Meetings de l'UOPDP à

Paris :

De 14 heures à 18 heures, Salle A de la Mutualité.
— Présidé par André DRUESNE, ouvrier, candidat dans le 19^e,
Joël PERRET, ouvrier, candidat à Villejuif (où se présente Marchais).
— Intervention centrale du Comité d'Initiative national présentée par :
Patrick PICHOT et Jean-Louis RABOUTET

• Avec des interventions et témoignages d'un postier de Créteil, d'un travailleur immigré, de vieux travailleurs, de jeunes ainsi que sur les luttes des femmes et pour le cadre de vie.
• Présentation des candidats de la région parisienne
• Stands des comités locaux de la région parisienne
• Tables de presse et librairie
• Animation : • chorale de l'Union générale des Etudiants tunisiens • chants révolutionnaires • sketches et montage-diapo.

Rennes

De 14 heures à 18 heures, Pavillon des Lices
— Intervention centrale du Comité d'initiative national par Alain CASTAN
— Interventions sur Citroën, la situation de la paysannerie et les luttes dans la région (Laving-Glaces à Nantes).
— Animation culturelle : • chorale • la troupe Jean RIGOLET de Nantes (pièce sur les élections) • casse crôte et boissons.

Lille

17 heures, salle du Conservatoire, place du Concert.
— Intervention centrale de Charles VILLAC (membre du Comité d'initiative national)

Vaucluse

Avec les ouvriers agricoles les petits paysans

Une première réunion publique, dans un petit village proche de Vaison a rassemblé une dizaine de personnes, tous travailleurs : petits paysans et ouvriers agricoles.

Nous avons d'abord présenté le sens de notre candidature et retracé la longue lutte des vrais communistes contre les reniements et les trahisons du PCF depuis la Libération, à travers l'exemple de notre camarade Arthur Chave, bien connu par ici. Puis les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne ont analysé la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises de droite ou de gauche et développé nos propositions en particulier en ce qui concerne la réforme agraire qu'il faudrait appliquer après la révolution. Une riche discussion a suivi, lors de laquelle un vieux militant communiste, un ouvrier agricole... ont exprimé leurs aspirations et leurs espoirs révolutionnaires.

BOUCHES DU RHÔNE 10^e CIRCONSCRIPTION : RÉUNIONS PUBLIQUES :

A VITROLLES

Le mardi 28 février - Salle Le Romarin - 20 H 30
HLM les Pins

A MARTIGUES

Le lundi 6 mars - Salle Prévart - MJC - 18 H

● Il est de règle pour les partis bourgeois, de faire le silence sur les questions internationales, et encore plus en période électorale. L'U.O.P.D.P., elle, lutte pour défendre la paix, l'indépendance nationale et l'unité avec le Tiers-Monde. C'est pourquoi il est important d'évoquer ici les opérations de grande envergure menées par l'URSS dans la Corne de l'Afrique, dans sa rivalité accrue avec les USA. Nous sommes solidaires des peuples de cette région. Cela nous concerne tous.

Éthiopie : l'impérialisme soviétique à visage découvert

Tandis que des navires soviétiques font route actuellement vers Cuba pour aller y chercher 3 à 5 000 soldats qui renforceront les Cubains déjà engagés aux côtés du régime de Mengistu, le comité suprême de 17 membres chargé à Addis-Abeba de réorganiser l'armée et les structures politiques de l'Etat éthiopien, comprend maintenant, sept Soviétiques, quatre Cubains, et seulement six Ethiopiens.

Tout indique aujourd'hui que le social-impérialisme soviétique s'est engagé ainsi dans une véritable entreprise de colonisation, faisant des membres de la junte d'Addis Abeba les servants directs de ses ambitions pour le contrôle de la Corne de l'Afrique. Il ne fait guère de doute que le dictateur Mengistu, qui fait régner une terreur sanglante contre les masses de son pays et qui est isolé même au sein des classes dirigeantes de la société éthiopienne, ne tiendrait pas longtemps s'il ne disposait pas de l'appui militaire colossal, sans équivalent dans aucun pays, que lui accordent les dirigeants du Kremlin.

Les développements de la situation dans cette partie du monde, qui mettent en évidence d'une manière particulièrement crue la nature de l'Etat soviétique, montrent aussi l'ampleur de la collaboration des deux superpuissances telle qu'elle s'exerce dans les faits, pour s'opposer à l'indépendance des peuples et exploiter à leur profit des contradictions léguées par les vieilles puissances coloniales, comme c'est particulièrement le cas sur le continent africain. Les déclarations récentes du secrétaire d'Etat américain Cyrus Vance comme quoi, les Etats-Unis auraient reçu de Moscou «l'assurance» que les Ethiopiens ne dépasseraient pas en Ogaden une certaine ligne de front, sont assez significatives de cette connivence soviéto-US. Connivence car face à l'offensive soviétique, les Etats-Unis, tout en refusant actuellement d'apporter un appui militaire à la Somalie, n'ont nullement renoncé à leurs propres ambitions dans la région, y compris en jouant la «carte» éthiopienne. L'aide militaire directe d'Israël au régime éthiopien actuel est ainsi considérée par les Etats-Unis, comme un point d'appui pour un éventuel revirement — quoique improbable dans l'immédiat — de la direction de l'Etat éthiopien. Les Etats-Unis, qui interviennent contre Mengistu par le biais de «l'Union démocratique éthiopienne» formée de responsables de l'ancien régime, maintiennent une «aide» économique considérable au Derg, notamment à travers les banques internationales qu'ils contrôlent. A ce sujet, il faut noter que l'URSS dont les investissements militaires en Ethiopie sont évalués d'ores et déjà au chiffre astronomique de plus d'un milliard de dollars, demande que le matériel qu'elle livre aux autorités éthiopiennes, lui soit payé à près de 50% en devises occidentales, notamment américaines.

L'enjeu qui se développe aujourd'hui dans la Corne de l'Afrique dépasse évidemment largement cette région. Ses implications internationales sont énormes. Bordée par la mer Rouge et l'Océan indien, cette région, située dans une partie du monde recelant un énorme potentiel de ressources — telles que le pétrole — et considérée comme vitale pour les approvisionnements de l'Occident, a aussi une importance stratégique en tant que zone charnière entre continents. Ce qui s'y passe pèse sur les destinées même de l'Europe. Ainsi, l'URSS qui a déjà, avec ses alliés cubains, pris solidement position en Angola, sous prétexte d'«aide» à une lutte de libération, entend renforcer par son intervention en Afrique de l'Est, sa présence sur ce continent et, par ce biais renforcer l'encerclement de l'Europe, enjeu principal de sa rivalité avec la superpuissance américaine.

Comme le soulignent les Somaliens, l'Europe est aujourd'hui tenue à l'écart des décisions internationales concernant la Corne de l'Afrique, tandis que la France qui maintient sa base agressive de Djibouti, reste dans un prudent attentisme, conformément aux souhaits de Washington.

Tout en constituant un très grave danger pour la sécurité des peuples, le développement de l'intervention soviétique et la connivence de fait avec les Etats-Unis dans la Corne, contre l'indépendance des peuples, son en train de révéler, d'une façon peut-être plus évidente que jamais aux yeux des peuples, et particulièrement du Tiers-Monde, la véritable nature du régime soviétique. Même ceux qui hier, dans leur détermination à soutenir le peuple angolais contre le colonialisme portugais, avaient pu se tromper sur le sens exact de l'«aide» soviétique, entrevoient aujourd'hui de plus en plus nettement ce qu'il en est, avec les développements de la situation au bord de la mer Rouge.

● Paris 19^e

Une ambiance chaleureuse

Une cinquantaine de personnes avaient répondu le samedi 18 à l'appel lancé par le comité d'initiative local de l'UOPDP du 19^e, qui invitait les habitants du quartier à débattre de la situation locale à la veille des élections et de la plate-forme de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne.

Des syndicalistes, des chômeurs, des membres d'associations de parents d'élèves sont tour à tour intervenus pour expliquer leur situation, les luttes qui se mènent dans le 19^e contre la politique d'austérité du pouvoir, contre les effets de la crise du système capitaliste qui jette à la rue quotidiennement des centaines de travailleurs, qui ferme les unes après les autres les boîtes du quartier pour faire du 19^e un centre résidentiel aux immeubles luxueux inaccessibles à la grande masse des travailleurs obligés de partir en banlieue. Ces mêmes travailleurs ont expliqué comment, dans leurs luttes quotidiennes, ils ont dû s'affronter à la politique de démobilisation, de dévoiement et de trahison des dirigeants du PCF, beaucoup plus préoccupés de récupérer les voix des travailleurs que de soutenir leurs luttes. Un ouvrier de la SOPAD a rappelé leur rôle de démobilisation et d'isolement lors de la grande grève de la boulangerie Cadot il y a deux ans, et plus récemment, à Phydor, où l'occupation votée unanimement par les ouvrières et

les ouvriers il y a 15 jours, se heurte aujourd'hui aux problèmes d'isolement et de découragement entretenus par les bonzes syndicaux de la CGT qui s'opposent systématiquement à toute popularisation de la lutte, qui bloquent tout contact avec l'extérieur.

De nombreuses questions, de riches débats où chacun a pu exprimer librement ses opinions, ses aspirations à un changement radical de cette société pourrie ont suivis l'intervention centrale d'André Druet qui, à l'aide d'exemples concrets et d'argumentation vivante, a démonté les projets politiques des partis de droite et de gauche visant chacun à renforcer l'exploitation des travailleurs.

Des discussions franches et ouvertes, une ambiance chaleureuse, un échange fructueux entre les participants, tout cela contrastait franchement avec les réunions électorales des partis traditionnels qui refusent tout réel débat et que les travailleurs désertent de plus en plus. Une volonté commune de rompre l'isolement, l'émiettement, la dispersion des luttes, d'élargir ce vaste courant d'opposition à la droite et à la fausse gauche, qui existe, s'organise et se développe, tout cela nous confirme dans la nécessité de construire et de développer un large front anti-capitaliste et anti-révisionniste, au-delà des échéances électorales de mars 78.

● Malakoff, Vanves, Issy

Après 2 assemblées générales

Pourquoi les travailleurs sont-ils venus ?

Certains en spectateurs, comme ils le disent eux-mêmes, ce qui confirme l'intérêt de faire des Assemblées Générales publiques.

D'autres, avec qui des discussions avaient déjà été menées, sont venus sur la base d'un accord assez grand avec l'essentiel de l'analyse politique exprimée dans le préambule : notamment les dangers de l'après 78, et la nature du PCF. Mais pour une part d'entre eux, il se demandent comment construire concrètement le front.

D'autres, dans ce cadre politique veulent développer un travail spécifique : femmes, santé, cadre de vie, éducation...

D'autres enfin avaient

des réticences sur certains points de l'analyse politique : à propos de la nature du projet de capitalisme d'Etat, le PCF, veut-il aller au pouvoir ? ou alors, en parlant des dangers de l'après 78, ne fait-on pas une surestimation des moyens du PCF, pour mettre en œuvre son projet (...).

Il a semblé au comité d'initiative, qu'il fallait engager les réunions dans les entreprises touchant plus de gens encore et insistant surtout sur le contenu du préambule, pas seulement sur la tactique de front, et aussi élaborer la partie revendicative.

Le comité propose que le débat de la prochaine Assemblée générale soit articulé autour d'exemples concrets de discussions ou du travail en direction des femmes par exemple.



En juin 1976, les travailleurs de la boulangerie industrielle Cadot devaient mener une lutte contre la fermeture, malgré les tentatives d'isolement et de démobilisation perpétrées par les dirigeants PCF de la CGT.

● Paris 18^e RÉUNIONS PUBLIQUES

RÉUNIONS PUBLIQUES :

Samedi 25 février, 43 rue des Poissonniers, 20 H

Lundi 27 février, 4 rue C. Hermitte, 19 H

Jeudi 2 mars, 5 rue de Torcy, 20 H

Vendredi 3 mars, 11 rue Cavé, 20 h

Meeting, samedi 4 mars, 20 H - 9 rue Richomme.

● Thionville

La parole aux travailleurs en lutte

Après une présentation des grands traits de la plate-forme de l'Union, Marcel Grégoire, employé à Usinor, candidat sur Thionville-Est a pris la parole pour décrire la lutte des travailleurs d'Usinor contre les licenciements. Il opposa à cette lutte, qui ne put être conséquente du fait des dirigeants CGT-PC, celle menée depuis trois mois à la Sixel avec fermeté et détermination.

Un travailleur de cette entreprise devait d'ailleurs intervenir par la suite, déclarant en particulier que «les travailleurs ne sont pas fous, ils ont raison de se battre».

Alphonse Laux, ouvrier, retraité, candidat sur Thionville-Ouest avait auparavant expliqué la nécessité d'union des travailleurs contre le capitalisme sous toutes ses formes, les raisons et les buts de l'U.O.P.D.P.

Lors du débat, les candidats répondirent à diverses questions, notamment sur l'unité des marxistes-léninistes et l'après 78.

Correspondance comité U.O.P.D.P. Thionville

● Bayonne

Le travail est lancé !

Après deux réunions du comité et les premières réunions de commissions, le travail est en effet lancé. Outre la première conférence de presse publiée dans les journaux, nous avons droit à 50 lignes chaque semaine à la page de Bayonne.

Nous avons réalisé un film sur la région que nous allons passer dans nos réunions publiques. Le comité mobilise une trentaine de personnes.

Strasbourg

LA GENERAL MOTORS OCCUPÉE

Des horaires décents

Mercredi, un peu avant 11 heures, les travailleurs de la Général Motors de Strasbourg se mettaient en grève et occupaient les locaux, en particulier la centrale thermique. Depuis des mois, le problème des horaires est posé. La direction restant sur ses positions, les ouvriers sont passés à l'action. Ce qu'ils veulent, ce sont des horaires décents ; entre 6 h et 22 h, pas plus, et avec une demi-heure payée pour manger. «Le patron a obtenu une dérogation pour faire travailler les femmes jusqu'à 23 h, alors que légalement c'est jusqu'à 22 h. 22 h c'est déjà beaucoup, et on ne peut pas accepter des horaires pareils». Ils occupent jour et nuit. Une partie des femmes, assez nombreu-

ses depuis quelque temps à l'usine, participent à cette occupation.

Général Motors, c'est une boîte typiquement américaine : isolée dans la forêt de Neuhoff, avec des fils de fer tout autour et des miradors. Mais ce n'est pas tout : une milice assermentée est chargée d'y faire régner l'ordre ; les fameuses «tuniques bleues». Il faut une carte pour entrer. Salaire d'embauche : tout juste le SMIC.

En mars 76, une grève dure avait déjà eu lieu, sur les horaires : les ouvriers exigeaient le chevauchement des équipes, pour permettre à celle du soir de rentrer plus tôt. Devant l'intransigeance de la direction, les grévistes avaient coupé l'air comprimé, ra-

lentissant fortement la production. Ils reprenaient trois semaines plus tard, avec quelques acquis, sur les salaires et 10 minutes de pause.

L'an dernier, en mars, avril et mai, toute une série de débrayages sporadiques avaient lieu, arrachant encore des revendications, sur les salaires et les horaires : la direction avait l'intention de faire venir les ouvriers à 5 h au lieu de 6, pour que la deuxième équipe finisse à 22 h : non par souci de la santé de cette équipe, mais parce que légalement elle n'avait pas le droit de faire travailler les femmes au-delà. Les travailleurs refusaient de se lever entre 3 et 4 h du matin. La direction finissait par reculer.

Depuis plusieurs années, la question des horaires, du travail en équipe mobilise les travailleurs. Ce qu'ils exigent, c'est d'avoir un tant soi peu de vie de famille. Pour la Général Motors, qui fabrique des boîtes de vitesse automatiques et depuis quelque temps des carburateurs et des convertisseurs, il s'agit de rentabiliser les 600 millions d'aide à l'investissement octroyés royalement par l'Etat. C'est pour cette raison qu'on était passé en deux équipes, avec modification des horaires. Mais une fois de plus, malgré la proximité des élections, les ouvriers ont dit non.

Monique CHÉRAN

Fin des travaux du 32^e congrès de la FNSEA

Les travaux du 32^e congrès de la FNSEA commencés mercredi matin à Versailles, se sont achevés jeudi vers 17 heures. Les résultats, attendus, des élections au «conseil d'administration» (syndicalisme gestionnaire oblige !) ont été connus jeudi matin : non seulement la direction sortante est reconduite mais elle est même sortie quelque peu renforcée de ce congrès puisque les nouveaux élus sont connus comme étant des fermes partisans de Debatisse : il s'agit entre autre d'Eugène Schaeffer (Bas-Rhin), d'Iverneau Joseph (Marne) de Lauga. Les quelques départs, à part ceux de Buchou (remplacé d'ailleurs par Lauga) et Mouchel — du RPR, dit-on — sont pour l'essentiel des départs à la retraite.

Surprenant ce résultat ? Non, si l'on considère que l'opposition très diverse et qui se renforce d'ailleurs a été relativement étouffée de deux manières :

1^o) Par le mode de répartition des mandats : ces



derniers sont proportionnels au nombre de cotisations, c'est-à-dire à leur montant... et à leur versement.

Les départements les plus riches, avaient le plus gros paquet de mandats et ce n'est pas peu dire quand on sait que grosso

modo une vingtaine de départements «pro-Debatisse» avaient entre les mains plus de 50 % des mandats. Réalité que tentaient de démentir certains membres de la FNSEA lors d'une pause, mercredi, en arguant du fait que certains départements pauvres avaient... jusqu'à 7 mandats... départements qui se rangent toutefois pour beaucoup derrière la direction ! Est-ce un hasard ?

Par le temps de parole : outre le temps global très court laissé pour le débat, le temps de parole fut lui aussi donné proportionnellement aux nombres de cotisations.

Un certain nombre de syndicats, mercredi matin, s'en sont rendus compte,

notamment ceux de l'Ouest.

L'exclusion de la FNSEA de Loire-Atlantique (mais aussi dernièrement celle de la fédération nationale porcine jugée trop «à gauche») fut bien entendu à nouveau abordée par Debatisse, qui dans son discours de clôture, parlait en outre longuement de ce qui lui tient à cœur : la FNSEA, la nécessité d'avoir une agriculture compétitive non seulement au niveau de l'Europe mais du monde, ce qui, devait-il ajouter, nécessite la disparition de milliers de paysans d'ici 1980. Qu'importe «nous avons tenu notre place dans le monde» concluait Debatisse, résumant la «ligne» de son organisation. Nous reviendrons plus en détails sur ce congrès prochainement.

Tour Montparnasse
Restaurant inter-entreprises
(Borel)

Tous les prétextes sont bons pour licencier les travailleurs

Le 21 février au Restaurant inter-entreprises, situé au sous-sol de la tour Montparnasse et géré par la Générale de Restauration, filiale du groupe Borel, un plongeur a été licencié pour avoir vidé un réservoir d'eau de plonge et une palette de transporteur de plateaux !

La direction prétend qu'il a voulu «saboter et détériorer le matériel» alors qu'il n'a fait qu'effectuer son travail normal.

Depuis une semaine l'action revendicative se développait chez les plongeurs ; ils ont fait grève une journée et débrayé 2 fois pour leurs revendications :

- Prime de sous-sol de 200 F
- 5^e semaine de congés payés
- Salaire minimum à 2 300 F (salaire actuel à 1 808 F brut)
- 13^e mois pour tous
- Paiement du 2^e repas (les travailleurs de la restauration ont droit à deux repas par jour ; ils n'en prennent qu'un chez Borel)
- Nourriture saine, abondante et variée.

C'est qu'en effet la colère des plongeurs avait éclaté lorsqu'au cours d'un repas, les gérants étaient venus leur retirer de la nourriture du plateau : eau minérale, poire, pomme, fromage, pâtisserie... parce que paraît-il, ces produits entre dans la catégorie des produits de luxe !!!

Et comble de cynisme, il n'est pas rare de voir ces mêmes gérants déguster des fruits de mer accompagnés de bons vins en se faisant servir à table, par une employée.

C'est pourquoi les plongeurs avaient déjà fait trois fois grève la semaine dernière, malgré les menaces, les injures et même une tentative d'agression physique des gérants.

Et lorsque l'un des leurs, syndicaliste CFDT, était licencié le 21 février sous un prétexte fabriqué, le

mouvement est reparti, beaucoup plus ample : plongeurs, serveuses des étages, de la cafétéria et de l'omnibus, caissières, pâtisseries, soit près de 40 sur 80 employés au total pour exiger la réintégration de leur camarade.

Il est remarquable que toutes les travailleuses entrèrent dans le mouvement alors qu'elles n'avaient jamais participé à aucun jusqu'à présent, au contraire les gérants les envoyaient à la plonge briser la lutte de leurs camarades ce qui a eu pour effet inattendu de susciter un sentiment de solidarité sous l'oppression commune.

Donc, le 21 février entre 11 h 30 et 14 h, tous les grévistes se sont massés à l'entrée du restaurant pour expliquer leur lutte aux clients et les engager à boycotter le restaurant (3 000 repas servis environ).

Nombreux furent les travailleurs qui soutinrent ainsi les grévistes et lorsque certains hésitants entraient et ressortaient, car le service assuré par les gérants et des intérimaires amenés à la hâte n'était pas fameux, ils étaient salués par un tonnerre d'applaudissements : c'était encore la preuve de l'efficacité de l'action !

L'action doit se poursuivre en tentant de l'élargir à la totalité du personnel.

L'Union interprofessionnelle de base CFDT Montparnasse apportera aussi son soutien en appelant le maximum de travailleurs à venir aux côtés des grévistes à l'heure du repas, afin de rendre le boycott encore plus efficace.

Pour tout versement de solidarité, adresser les dons au CCP de la «Fédération CFDT alimentaire» n° 21 65 47 H Paris, en indiquant «Pour les grévistes du RIE Montparnasse (Borel)»

Marseille

Lundi dernier, la direction de l'usine Prior ordonnait l'arrêt d'un four, la production va donc être diminuée du quart. Pour les syndicats, c'est une nouvelle tentative de Céraliment pour fermer l'usine. Fin 77, l'inspection du travail avait refusé la demande de licenciement collectif et les ouvriers n'avaient pas accepté les «offres» de reclassement ailleurs. En réduisant encore plus la production, qui a déjà diminué des deux tiers en 6 ans, la direction pense pouvoir présenter un dossier plus favorable à son plan de fermeture, aux yeux de l'inspection du travail.

Grève contre l'amiante à la RATP

Mercredi matin, les 400 employés du métro aux «sous-stations» ont débrayé : ils refusent de travailler dans des locaux tapissés d'amiante floquée. Lors d'une réunion du CE, une délégation CGT-CFDT est intervenue pour exposer les revendications des grévistes : protection individuelle, dépistage automatique. Ils demandent également que la norme qui fixe la concentration moyenne de fibre d'amiante soit ramenée à 0,2 fibres par centimètre carré, et non à 2. En janvier, ils avaient édité un rapport sur l'amiante dans le métro. (Voir QdP du 17 février). Il est très probable que de nombreux travailleurs sont atteints, même si le développement des cancers liés à l'amiante est très long.



● Un groupe de surveillance des accords d'Helsinki s'était constitué en République soviétique d'Arménie à l'initiative d'intellectuels démocrates arméniens, auxquels se sont joints bientôt des ouvriers. Récemment, le groupe a été démantelé et trois de ses membres arrêtés sans même qu'aucune justification ne soit donnée. Des centaines de patriotes arméniens, sont aujourd'hui enfermés dans les camps de concentration des nouveaux tsars du Kremlin; leur «crime»: avoir participé activement au mouvement d'opposition démocratique en URSS.

Par Sonia SASSOUN

LE TOURNANT DE 1965

En République d'Arménie, c'est l'année 1965 qui a marqué le renouveau du mouvement national. Tous les 24 avril, les Arméniens, dans le monde entier commémorent le génocide. En Arménie soviétique, chacun allait alors se recueillir devant le monument dédié aux martyrs du génocide, mais habituellement ça restait une affaire privée. Or, le 24 avril 1965, date du cinquantième du génocide, spontanément, le peuple est descendu dans les rues. Très vite, le défilé s'est transformé en manifestation et pour la première fois le peuple a scandé des slogans hostiles à l'URSS. Le gouvernement d'Arménie a été alors contraint de cautionner la manifestation pour tenter de mieux la contenir.

A partir de là, on a assisté pour la première fois, depuis la création de la République d'Arménie, à la formation de groupes et d'organisations clandestines, se donnant comme objectif: «Libérez l'Arménie».

1968: NAISSANCE CLANDESTINE DU PARTI NATIONAL UNIFIÉ

En 1968, l'année de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie, se forme en Arménie soviétique, le Parti National Unifié (PNU), par la fusion d'un certain nombre des groupes clandestins existants.

Selon les déclarations de membres du PNU, parvenues jusqu'en France, son programme s'articule autour du mot d'ordre: «Arménie indépendante, dé-

mocratique et réunifiée», et il demande l'application du droit à la sécession des 15 républiques fédérées de l'URSS (article d'ailleurs maintenu formellement dans la nouvelle constitution de Brejnev).

En janvier-février 1977, de nombreux prisonniers politiques arméniens, pour la plupart membres du PNU, ont adressé une lettre au gouvernement de la République d'Arménie pour demander la légalisation du PNU et l'organisation d'un référendum d'auto-détermination. Pour appuyer ces revendications, les membres du PNU ont participé à une grève de la faim déclinée à la fin d'avril 77.

Dès 1965, une vague de répression s'est abattue contre le mouvement patriotique et démocratique et notamment le PNU, de même que contre tout le mouvement d'opposition démocratique d'URSS.

Des informations en provenance d'URSS ont fait état de plus de 80 personnes condamnées officiellement entre 1965 et 1974 pour leur participation au mouvement de libération nationale arménien, et envoyées dans les camps. De décembre 1973 à novembre 1974, plus de 17 membres du MNU sont jugés et reçoivent de lourdes condamnations: de 5 à 7 ans de camp à régime sévère et 2 à 3 ans d'exil, de 2 ans et demi à 7 ans de détention ou de camp à régime ordinaire. Cinq d'entre eux ont alors adressé une déclaration à Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU lui demandant d'envoyer une commission internationale pour enquêter sur les actes criminels commis par le pou-

Du sacrifice de Manouchian- Février 1944 à la lutte nationale actuelle en Arménie soviétique: un peuple qui ne veut pas mourir (2)

ARMÉNIE «RUSSE»: LA LUTTE CONTRE LES NOUVEAUX TSARS

voir soviétique, contre le peuple arménien.

Ces détenus dont il est question sont des prisonniers politiques qui ont mené des activités politiques ouvertes. Les nombreux cas, comme celui de Paradjanov qui, au niveau formel, n'a pas enfreint les lois soviétiques, ne sont pas comptabilisés publiquement par les autorités.

LA NEGATION DES ACQUIS DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE

La RSS d'Arménie a vu le jour le 3 décembre 1920. Elle a commencé par faire partie de la République Socialiste fédérative de Transcaucasie regroupant

chouvinisme de la bourgeoisie qui cherchait à comploter avec tout ennemi potentiel de la révolution russe. Les erreurs qui ont pu être faites alors sont liées à la question de comment subordonner l'indépendance nationale à l'union internationaliste des travailleurs.

Mais, incontestablement, l'Arménie soviétique a connu au sein de l'URSS socialiste, une très grande indépendance et une authentique indépendance nationale. Les traditions démocratiques ont pu s'y ancrer au point qu'aujourd'hui encore, la clique de Brejnev et ses alliés révisionnistes du PC d'Arménie sont tenus d'en conserver certaines formes même si elles sont vidées de leur substance.

pas possible d'avoir un niveau de vie correct, ni d'avoir de la promotion malgré toute la qualification qu'on peut avoir, si on n'est pas membre du PC arménien. Par ailleurs, ayant visité une usine à Erivan, qui emploie 17 000 travailleurs, quelqu'un nous a rapporté les conditions de travail qui sont comparables sinon pires à celles qui existent dans les usines les plus rétrogrades en France, avec les accidents du travail nombreux: les ouvriers avaient tous arrêtés le travail dans cette usine, à Erivan, pour protester contre un accident du travail.

La répression politique est camouflée. On laisse se développer des pratiques comme le marché noir par exemple qui font que tout le monde est plus ou moins en effraction avec les termes de la loi et on applique celle-ci pour réprimer les politiques, en assimilant alors les prisonniers politiques, dans leur grande majorité, à des détenus de droit commun.

LA RUSSIFICATION

Les dirigeants soviétiques ne font pas fermer les écoles arméniennes, ils n'interdisent pas l'enseignement de l'arménien. Apparemment, il n'y a pas de russification «forcée».

Mais, en fait, les Arméniens, les Géorgiens et les autres nationalités russifient leur nom, parlent le russe plutôt que leur langue. C'est en réduisant le champ de l'usage de l'arménien, tant que l'enseignement que dans la vie professionnelle et pour tout ce qui concerne la vie économique, que la russification se fait. L'Arménien tend donc à devenir une langue morte dans le même temps où les autorités se déclarent attachées à la langue arménienne, à l'arménité, à la culture arménienne, au respect rigide des traditions. Que signifie cet «attachement»?

racheter un manuscrit qui avait été volé par des envahisseurs. Certains très vieux manuscrits portent au bas de la dernière page les noms des sauveteurs du manuscrit.

Les Arméniens n'hésitaient pas en effet à risquer leur vie pour sauver ainsi les vieux manuscrits. Dans Maténadaran, les manuscrits sont restaurés, conservés dans la salle d'exposition, où tous les Arméniens peuvent les consulter. Mais quel est le but?

En Union soviétique, le patriotisme culturel national est ainsi sacralisé, et détaché de la vie concrète du peuple.

On développe une sorte de culture passéiste, éplaque, qui ne concerne plus le présent et on s'oppose au développement de tout ce qui manifeste la vitalité de la culture nationale, qui exprime les aspirations réelles, progressistes du peuple. C'est la politique de la «conservation de l'Arménité» menée par les partis réactionnaires et l'Église dans la diaspora arménienne qui a gagné la République d'Arménie alors que celle-ci avait été le siège d'un essor culturel très important. C'est toute la question de ce que représente sa culture nationale pour un peuple opprimé, de toutes les armes pour résister qu'il peut y puiser, qui est posée là.

LES ASPIRATIONS NATIONALES

Le peuple de la République d'Arménie est à l'écoute de tout ce qui concerne les Arméniens de la diaspora et trouve les moyens de s'informer.

Les aspirations à la réunification de l'Arménie sont vives aujourd'hui parmi les masses arméniennes de la République d'Arménie, à l'étroit sur ses 29 000 km², tandis que l'Arménie turque, à peu près déserte, s'étend de l'autre côté de la frontière stratégique russo-turque. La jeunesse de la République d'Arménie a l'habitude de passer ses dimanches dans cette zone face au Mont Ararat, symbole de l'Arménie et qui se trouve entre les deux Arméniens, elle chante encore les chants révolutionnaires qui ont jalonné les luttes pour l'Arménie indépendante et réunifiée, comme un moyen de mettre en cause le régime des nouveaux tsars qui n'offre d'autre alternative que l'exploitation et l'oppression nationale.



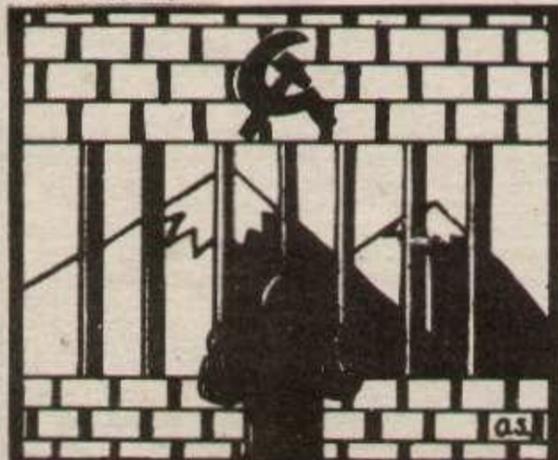
Le cinéaste Serge Parajanov

LA VIE QUOTIDIENNE EN ARMÉNIE «RUSSE»

Ce qui frappe d'abord le visiteur c'est l'existence d'un marché noir tellement florissant qu'il est devenu en fait le marché «normal», et la mentalité de petit trafic qui règne. Plus largement, on sait comment les ingénieurs, les techniciens, les ouvriers qualifiés, etc. entrent au parti uniquement pour faire carrière. Aujourd'hui, en Arménie, comme dans le reste de l'URSS, il n'est

l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Arménie russe ou ce qu'il en restait en 1920. Puis, en décembre 1936, elle est devenue l'une des 15 républiques fédérées d'URSS. La réaction à l'existence d'un parti bourgeois chauvin qui dominait dans la paysannerie arménienne, fait que dans les premières années, les dirigeants d'Arménie soviétique ont pu, dans les premières années, parfois mal distinguer entre le patriotisme des masses paysannes d'Arménie et le

Arménie Soviétique



Des deux côtés du mont Ararat:

Arménie turque



LA CULTURE NATIONALE TRANSFORMÉE EN ICÔNES

En arménien, il y a un mot: Maténadaran, qui signifie: «Conservatoire du livre». Au prix de l'effort de toute la nation, patiemment, les Arméniens ont pu regrouper dans cette bibliothèque nationale de vieux manuscrits arméniens qui remontent au V^e et VI^e siècles. Les habitants de villages et de villes entières ont fait dans le passé des collectes pour

(à suivre)

PROGRAMME TÉLÉ

Vendredi 24 février

TF 1

18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 55 - La passagère
19 h 13 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Au théâtre ce soir. Monsieur chasse
22 h 20 - La musique est à tout le monde
22 h 50 - Journal et fin

A 2

18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les égyptiennes
21 h 35 - Apostrophes
22 h 40 - Journal
22 h 45 - Télé-club. UBU ROI

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Scènes de la vie de province
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - La qualité de l'avenir
21 h 30 - Les maîtres d'œuvre
22 h 20 - Journal et fin
22 h 35 - Émission alsacienne

Samedi 25 février

TF 1

18 h 20 - Columbo
18 h 05 - Trente millions d'amis
18 h 40 - Magazine auto-moto
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal

20 h 30 - Numéro Un *Pétula Clark*

21 h 30 - *Serpico, série américaine en quatorze épisodes, d'après le roman de Peter Maas, réalisation Robert Collons*

23 h 00 - Télé foot

A 2

17 h 10 - Des animaux et des hommes
18 h 00 - Course autour du monde
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Les héritiers, *Le Codicille*
22 h 05 - Voir
22 h 55 - *Drôle de baraque, la famille Eustache-Amour*
23 h 25 - Journal et fin

FR 3

17 h 05 - Pirates de la mer
18 h 00 - Et nos enfants ?
18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 40 - Samedi entre nous
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - *L'italienne à Alger, Opéra comique de Gioacchino Rossini*
22 h 00 - Journal

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Hospices et hôpitaux pour malades chroniques :

UNE SITUATION INSUPPORTABLE !

«A l'heure actuelle, chacun reconnaît que sauf certaines exceptions locales, géographiquement limitées, nous sommes sortis de la période de grave pénurie du personnel infirmier que nous avons connue pendant quelques années», déclara récemment S. Veil (Journal Officiel du 29 octobre 77). La CFDT de l'Assistance Publique au cours d'une conférence de presse a tenu à rétablir la vérité. Les témoignages sur la pénurie d'effectifs, l'absence d'hygiène brossent une situation révoltante et dangereuse.

Le lecteur pourra en juger d'après quelques témoignages, pris parmi d'autres, dans le terrible réquisitoire dressé par les syndicalistes.

Si un certain nombre de crédits ont été attribués à des établissements pour «aigus», jugés rentables, la situation des hôpitaux de long et de moyen séjour n'a cessé de se dégrader, faisant un sort insupportable aux malades chroniques (jeunes ou vieux) et abandonnant complètement les vieillards. Voilà qui permet de mieux caractériser la démagogie répugnante de Giscard en direction du «troisième âge».

HOSPICE CHARDON LAGACHE : UN EXEMPLE ILLUSTRANT LE MANQUE DE MATÉRIEL

Le 1^{er} septembre 77, l'interne du service signale que Mad. X est encombrée bronchique (encombrement très important qui aurait dû être signalé bien avant).

A cette date, le masseur chargé du désencombrement prévient la surveillante de garde car l'état du malade se détériore et son pouls était à 140. La surveillante prévient le médecin responsable du service qui passera quelques temps après : il ne verra pas la malade !

En ce qui concerne le désencombrement bronchique : le masseur signale qu'il demande l'appareil à aspirer : ce dernier fut placé au chevet de la patiente ; il fut alors impos-

sible de trouver dans le service des sondes à aspiration (il n'y avait que des sondes à oxygène qui sont beaucoup plus dures et de ce fait moins efficaces et plus douloureuses).

Le lendemain, l'état de Mad. X s'est aggravé : elle est dans le coma.

L'interne appelé au chevet effectuera devant l'infirmière un massage cardiaque inefficace : le massage sera fait sur un lit à ressorts alors qu'il aurait dû être fait sur un plan dur et des oreillers sont laissés sous la tête du malade.

En dernier ressort, il demandera une bouteille d'oxygène : on lui amène une bouteille vide, le temps d'en ramener une pleine, Mad. X était morte.

A LA MAISON DE CURE MÉDICALE DE CORENTIN CELTON

Créé en 1860, cet établissement abrite 1 100 lits dont 500 de dortoirs. Les vieillards sont soumis à un régime militaire, ils attendent la mort sans que les règles les plus élémentaires de l'hygiène soient respectées.

C'est l'étouffement de la dignité de l'homme, le vieillard rabaisé au rang de bête : pas de sanitaire, pas de ligne, pas de soins... Le manque flagrant de personnel entraîne chaque jour la violation des règles élémentaires de la sécurité...

Quelques exemples du manque flagrant d'effectifs :

- 4 ou 5 pour 170 pensionnaires invalides pour la plupart.

- 3 ou 4 pour 105 pensionnaires invalides pour la plupart.

- 3 pour 101 pensionnaires invalides pour la plupart.

- 3 pour 170 pensionnaires invalides pour la plupart.

- 1 ou 2 pour 105 de veille.

Le nombre de lits :
- 391 lits encore en dortoirs.
- 800 lits en divisions.

TÉMOIGNAGE D'UN AIDE-SOIGNANT DE CHARDON-LAGACHE

«Après l'examen, j'étais content d'être reçu et fier d'être «aide-soignant», j'avais le cœur à l'ouvrage et j'allais faire du bon travail.

Les déceptions arrivèrent bien vite.

A 7 h du matin, je cherche des yeux l'infirmière pour lui venir en aide ; elle me répond : «C'est lundi, jour du linge !» et crac, voilà le rêve quipasse ! (...)

Tout la matinée je trimbale du linge sale avec une brouette ! Oui une brouette... Imaginez un peu les voyages que l'on doit faire avec une brouette et la lingerie est loin, de l'autre côté de la rue Mirabeau.

Après il y aura les escaliers à laver, les tapis à brosser, la vaisselle à laver,

à essuyer, à ranger. L'après-midi il faudra conduire les malades à la radiographie ou à la cardiologie sur des chaises roulantes archaïques ou sur des brancards ; pour atteindre le centre de gérontologie, il faudra traverser la cour du Chardon et la rue Mirabeau. Ensuite, il faudra aller à la pharmacie, tous jours de l'autre côté de la rue, et avec la brouette, dans la rue les passants rigolent, pourtant ce n'est pas drôle, mais simplement stupide, inutile, dégradant.

Voilà le beau travail d'un aide-soignant. Après tous ces labeurs, il reste peu de temps et de disponibilité pour s'occuper d'un malade.

Et l'acier fut trempé

75^e épisode

Des bolchéviks sont rassemblés, officiellement pour un «exercice». Mais on s'attend à quelque chose de grave. On vient, en attendant, de présenter Anne à Pavel.

Les premiers coups s'abattirent sur l'état-major des conspirateurs. Les individus capturés et les documents saisis furent expédiés au Service spécial.

Dans la rue Dikaïa (1), s'ouvrait un passage portant le même nom bizarre où habitait au n° 11 un certain Zürbert. D'après les renseignements dont disposait la Tcheka, il jouait un rôle important dans le complot. C'était lui qui détenait les listes nominatives des officiers chargés d'opérer dans l'arrondissement de Podol.

Le vieux Litké se déplaça en personne pour procéder à l'arrestation. L'appartement, dont les fenêtres donnaient sur un jardin, séparé par un mur d'un ancien couvent, était vide. Aux dires de ses voisins, Zürbert n'était pas rentré chez lui ce soir-là. La perquisition permit de découvrir une caisse de grenades, ainsi que les listes de noms et d'adresses. Ayant ordonné de tendre une souricière, Litké s'attarda devant le bureau, examinant les papiers découverts.

La sentinelle du jardin était un jeune élève de l'école militaire. Il voyait la fenêtre éclairée. Rester seul ici, dans ce coin, était désagréable et plutôt angoissant. On l'avait chargé de sur-

Extraits

Nicolas OSTROVSKI

veiller la muraille. Mais la fenêtre à la lumière rassurante se trouvait loin. Et, comme par un fait exprès, la lune éclairait à peine. Les buissons paraissaient vivants dans l'obscurité. La baïonnette tâtait le noir tout autour. Personne.

«Pourquoi m'a-t-on planté ici ? Comme si quelqu'un pouvait escalader un truc aussi haut ! Si j'allais jeter un coup d'œil du côté de la fenêtre ?» Après un dernier regard sur la crête du mur, il sortit de son coin à l'odeur de moisi et s'arrêta devant la fenêtre. Litké rassemblait rapidement les documents et se préparait à quitter la pièce. A ce moment, une ombre se profila sur la faite de la muraille. L'homme voyait la sentinelle en pleine lumière et le militaire dans la pièce. Avec une habileté féline, il atteignit un arbre et se laissa glisser à terre. S'approchant sans bruit de sa victime, il fit un geste bref et le jeune élève de l'école militaire s'effondra, un poignard d'officier de marine enfoncé jusqu'à la garde dans le cou.

Comme un choc électrique, la détonation dans le jardin secoua les hommes qui cernaient le pâté de maisons.

Six paires de bottes se hâtèrent, faisant sonner le pavé.

Assis dans le fauteuil, le vieux Litké s'était affaissé sur le bureau, sa tête fracassée couverte de sang. La vitre était brisée. L'homme n'avait cependant pas pu reprendre les documents.

Des coups de feu précipités claquèrent sous le mur du couvent. L'assassin avait sauté dans la rue et cherchait à protéger sa fuite vers des terrains vagues. Une balle le rattrapa.

Les perquisitions durèrent jusqu'au matin dans toute la ville. Des centaines d'individus aux papiers douteux, portés sur aucun registre, convaincus de port ou détention d'arme, furent envoyés à la Tcheka où une commission spéciale les tria.

Dans certains endroits, les conjurés opposèrent une résistance armée. Rue Jilianskaïa, Antochka Lébédév fut tué sur le coup lors d'une perquisition.

Le bataillon de Solomenka perdit cinq des siens. Et, à la Tcheka, resta vide la place de Yan Litké, vieux bolchévik, gardien vigilant de la République.

La sédition était étouffée dans l'œuf. La même nuit, on arrêta à Chépétovka le pope Vassili, ainsi que ses filles, et toute la clique des comparses.

L'inquiétude se dissipa. Mais un nouvel ennemi menaçait la ville : la paralysie du réseau ferroviaire et, par conséquent, la famine et le froid.

Le pain et le bois allaient décider de tout.

A SUIVRE

(1) Dikaïa : sauvage. (N. d. T.)

Après l'échec de la Conférence de Belgrade

DES DIVERGENCES INCONCILIABLES

● La conférence de Belgrade va donc s'achever selon toute vraisemblance sur un rendez-vous pour 1980 à Madrid. Aucun des textes proposés et aucun compromis à partir de ceux-ci n'ont pu être adoptés. La signification en est peut-être plus importante qu'on ne pourrait le croire à première vue.

A l'ouverture de la conférence de Belgrade, un désaccord essentiel existait sur l'ordre du jour. Les Soviétiques voulaient essentiellement que soient discutées et adoptées leurs propositions de conférences européennes sur l'énergie, les transports et l'environnement, c'est-à-dire que les possibilités de pénétration qu'ils avaient acquises à Helsinki soient élargies. Ils demandaient également que la conférence s'occupât de la «détente militaire», c'est-à-dire examine les propositions du pacte de Varsovie déjà rejetées par l'OTAN. Les Américains eux voulaient que ne soit abordé aucun de ces points. Ayant vu leurs espoirs à Helsinki d'entourer des coins dans l'empire soviétique évanouis, ils demandaient avec insistance que l'application des principes des droits de l'homme

me définis dans l'acte final de 1975 fassent l'objet d'un examen. Ils voulaient d'abord obtenir une dénonciation voire une condamnation des pratiques russes et tchèques. Tout en sachant que Brejnev ne s'en émeut guère puisqu'il a pu voir à l'occasion des protestations d'Amalrik à Paris et à Bonn combien les pays occidentaux sont soucieux de ne pas l'irriter sur ce point. Les Américains marquaient surtout qu'ils ne voulaient pas que le processus entamé à l'avantage de l'URSS se poursuive de même sans avoir pour autant aucune alternative à leur opposer.

LA POLITIQUE DU TOUT OU RIEN

La conférence de Belgrade se termina donc d'octobre en décembre. A la reprise, le 17 janvier, les

Soviétiques adoptèrent la politique du tout ou rien. Ils présentèrent un texte formulant à nouveau leurs propositions, refusèrent d'y ajouter quoi que ce soit, n'acceptant que d'en retirer ce qui déplairait aux autres délégations. Ils rejetèrent successivement tous les textes alternatifs : celui des non-alignés, puis le texte franco-yougoslave puis celui de l'OTAN, n'acceptant aucun compromis.

LA MENACE RÉITÉRÉE

Depuis la rupture des discussions SALT à Moscou en mai dernier, les Soviétiques se sont mis à manier la menace, selon un scénario fixé définitivement dans le discours de Brejnev à l'occasion du soixantième anniversaire d'octobre, que l'on pourrait résumer ainsi : si vous ne voulez pas de nos conditions pour la paix, nous irons plus loin dans les préparatifs de guerre. C'est le ministre soviétique de la défense qui est l'auteur de la dernière mouture de cette menace belliqueuse : «Nous sommes prêts à

interdire tous les essais (nucléaires)... à renoncer à la fabrication de la bombe à neutrons» mais, a-t-il déclaré, «l'URSS est prête à fabriquer n'importe quelle arme que nos ennemis pourraient choisir comme atout». En écho à ces paroles, on apprenait que les Soviétiques avaient entrepris le déploiement d'un nouveau missile intercontinental, le SS 16, le quatrième type de missile nouveau depuis 74 quand les plus récents missiles US ont été mis en service entre 74 et 75. Selon des informations émanant du Pentagone, les USA s'attendent aux essais d'une nouvelle série de quatre types de missiles.

La déconfiture de Belgrade sera sans doute un événement d'une grande signification. Désormais Brejnev ne donnera-t-il plus de la voix que par ses chars et ses missiles, la menace de les utiliser et l'éventualité de plus en plus probable qu'il les utilisera ! En tout cas c'est à cela que la détente lui a permis de se préparer.

G. CARRAT

Sahara Occidental

Défaite marocaine à Bir Lahlou

Alors qu'on apprenait la nouvelle attaque contre le train minéralier, les informations sur une autre bataille au cœur du Sahara Occidental nous parvenaient. A Bir Lahlou, des troupes marocaines ont eu plusieurs accrochages alors qu'elles se portaient en renfort de la garnison de Ain Bentili sur la frontière mauritano-sahraouie. Selon les éléments fournis par le front, la bataille a duré deux jours dans la zone de Bir Lahlou. Harcelées à l'arme lourde et attaquées à plusieurs repré-

ses, les troupes marocaines ont fini par se replier abandonnant 53 morts sur le terrain.

Au sein de l'OUA, le comité de libération vient de renouveler son appui à la lutte du peuple sahraoui à la veille du sommet extraordinaire de Libreville sur le Sahara et du second anniversaire de la proclamation de la RASD. A cette cérémonie participeront de nombreuses délégations dont pour la première fois une délégation du gouvernement mexicain.

ITALIE

Les bornes du scandale sont passées avec l'obligation faite à la veuve de Pinelle de payer trois cent mille liras pour avoir demandé réparation après la mort de son mari. Celui-ci est mort défenestré à l'hôtel de police de Milan avoir été faussement accusé de l'attentat de Milan en 1969. Contre toute vraisemblance, les juges ont maintenu qu'il s'agissait d'un suicide.

ZIMBABWE

La Zipa, l'armée du Front patriotique a annoncé qu'elle avait tué 225 soldats racistes au cours des mois de décembre et janvier dans le Nord Est du pays trois ponts dont un ferroviaire ont été détruits. Les mouvements dans cette province sont maintenant limités car la plupart des ponts ont été détruits ajoute le communiqué.

NON AU CONGRES FANTOCHE DE L'UGTT !

Samedi, un congrès extraordinaire de l'UGTT se tient à Tunis. Ce congrès illégal et fantoche va se dérouler dans les conditions tragiques que l'on connaît en Tunisie : le 26 janvier dernier, plusieurs milliers de manifestants descendaient dans la rue pour protester contre la politique répressive du régime bourguibiste, pour exiger une amélioration des conditions de vie et de travail dans le pays. L'armée intervient contre les manifestants et tire. Le bilan est lourd : des centaines de tués, de blessés. Même les chiffres officiels ne peuvent le cacher. Des centaines de militants sont arrêtés. Parmi eux, des dirigeants syndicaux à tous les échelons, et Habib Achor, le secrétaire général du syndicat.

Depuis, l'armée impose un couvre-feu dans le pays, les services de renseignements arrêtent d'autres militants, ils exigent de plusieurs syndiqués à la base leur démission. Le parti unique de Bourguiba nommé d'autres personnes qui lui sont dévoués à la direction de plusieurs organisations du syndicat. Un nouveau secrétaire général est nommé par le pouvoir. Par ces mesures répressives, la bourgeoisie

tunisienne au pouvoir veut gommer d'un trait des années de lutte à l'intérieur du syndicat.

Rappelons que l'UGTT est restée longtemps liée au pouvoir. Elle faisait le jeu du pouvoir en exigeant des sacrifices aux travailleurs en réprimant les «grèves sauvages» selon ses termes. Mais, surtout après 1974, les choses commencent à changer dans l'UGTT. A la base, des débats exigent l'autonomie du syndicat, le lien du syndicat avec les masses travailleuses et que le syndicat reprenne les mots d'ordre des travailleurs. La grève générale du 26 janvier est la suite de cette longue mobilisation des masses tunisiennes.

C'est cela que le régime de Bourguiba et Nouria veut gommer. Il veut étouffer la voix des travailleurs qui commencent à s'exprimer dans le syndicat. C'est contre cette répression qui rappelle les temps coloniaux qu'il faut se mobiliser. En France, une large mobilisation de soutien au peuple tunisien et de dénonciation de ce congrès fantoche de l'UGTT se fait ces jours-ci.

Apportons notre soutien au peuple tunisien en participant à cette mobilisation.

Un Tunisien de retour au pays...

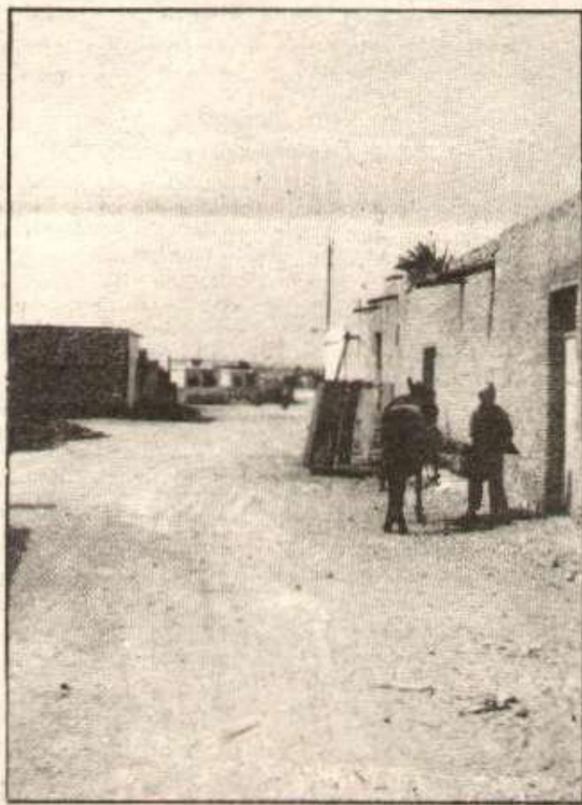
● Un jeune tunisien rentre chez lui après trois ans de séjour en France, quelque temps avant la multiplication des affrontements entre les masses tunisiennes et le régime de Bourguiba. témoigne dans cette correspondance sur la situation qu'il a trouvée.

A L'AÉROPORT

«Quelques semaines avant le départ de France, il y avait en moi un grand espoir, avec la joie de se retrouver en

famille dans le pays natal. Le grand espoir de vivre sans avoir tout le temps sa carte de séjour sur soi, sans avoir sans cesse des problèmes avec les flics,

Un charretier s'apprête à aller travailler. Cette charrette constitue l'unique ressource pour toute une famille



l'espoir de se débarrasser de toute la paperasse.

Combien fut grande ma déception dès mon arrivée, d'abord une grande fouille alors que les étrangers eux, pouvaient passer comme s'ils rentraient chez eux, dans leur propre pays, car ils constituent aux yeux de l'Etat une «aide» très importante, et très lucrative. D'ailleurs, le douanier qui vérifie les pièces d'identité les accueille avec un large sourire, leur souhaitant de «bien profiter du soleil de la Tunisie», alors que de l'autre côté du hall central de l'aéroport les passagers tunisiens ne bénéficient nullement d'un tel accueil.

Souvent, ces douaniers sont recrutés directement dans des établissements spéciaux dits «Etablissements des enfants de Bourguiba», où sont accueillis les enfants orphelins. Ceux-ci sont élevés dans l'idée d'un mépris profond pour les masses travailleuses, pour être plus tard utilisés contre leurs frères. Ainsi, dès le premier abord, la joie de retrouver les siens s'est métamorphosée en peur, car on se demande aussi, si on n'est pas déjà fiché.

L'aéroport de Tunis-Carthage comporte deux «filtres» : l'un des que l'on quitte l'avion, l'autre en récupérant les bagages, où les douaniers sont encore instigateurs. C'est particulièrement révoltant de découvrir comment on est ainsi discriminé dans son propre pays.

LA MISERE... LES ENFANTS

En arrivant dans le sud, la misère saute aux yeux : une innombrable masse de jeunes et d'adultes, hommes et femmes, mendient dans les cafés, dans les restaurants, où l'on imagine facilement la faim qui travaille des gosses, qui n'ont même pas huit ans. Le serveur les chasse en criant. Cette misère contraste avec les nombreux hôtels chics pour touristes de la capitale, érigés à proximité du stade du «combattant suprême».

La scolarité n'est pas obligatoire car les écoles ne sont pas en nombre suffisant. Atteignant l'âge de six ans, l'enfant constitue généralement un grand problème pour les parents : il faut payer les fournitures scolaires, les habits et les livres, mais où chercher tout cet argent ? Ainsi, l'enfant finit souvent chez le garagiste sur la place, chez le vendeur de légumes ou garçon chez le coiffeur.

Devant le dispensaire, les patients s'entassent et envahissent les couloirs, une partie se trouve encore à l'extérieur. Ils connaissent d'avance ce que le médecin va leur donner : c'est l'aspirine pour les maux les plus divers et de la teinture d'iode pour les blessures et les plaies quelles qu'elles soient, car la médecine ici n'a pas grand' chose à voir avec une médecine au service du peuple.